

Mémorial **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 16 août 1930.

N° 39.

Samstag, 16. August 1930.

Arrêté grand-ducal du 16 août 1930, portant exécution de la loi du 8 avril 1930 concernant la création d'un Fonds d'améliorations agricoles.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 8 avril 1930, concernant la création d'un Fonds d'améliorations agricoles ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Section 1^{re}. — **Administration du Fonds d'améliorations agricoles.**

Chapitre 1^{er}. — *De la Commission.*

Art. 1^{er}. Le Fonds d'améliorations agricoles est administré par une commission de cinq membres, y compris le président, à nommer par le membre du Gouvernement chargé des affaires agricoles.

Les membres de la commission sont nommés pour un terme de trois ans ; leur mandat peut être renouvelé. Les fonctions de membre de la commission sont incompatibles avec le mandat de député. Des parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ne peuvent pas être simultanément membres de la commission.

Art. 2. La commission se réunit sur la convocation de son président aussi souvent que l'intérêt du service l'exige ; elle sera convoquée également à la demande du Gouvernement ou à celle de trois membres de la commission.

Großh. Beschluß vom 16. August 1930, betreffend die Ausführung des Gesetzes vom 8. April 1930 über die Schaffung eines landwirtschaftlichen Meliorationsfonds.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 8. April 1930 betreffend die Schaffung eines landwirtschaftlichen Meliorationsfonds ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Auf den Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung ;

Nach Beratung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Abchnitt 1. — **Verwaltung des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds.**

Kapitel I. — *Von der Kommission.*

Art. 1. Der landwirtschaftliche Meliorationsfonds wird von einer Kommission von fünf Mitgliedern, einschließlich des Präsidenten, die von dem mit den landwirtschaftlichen Angelegenheiten betrauten Regierungsmitglied ernannt werden, verwaltet.

Die Mitglieder der Kommission werden auf drei Jahre ernannt ; ihr Mandat kann erneuert werden. Das Amt eines Mitgliedes der Kommission ist unvereinbar mit dem Abgeordnetemandat. Verwandte und Verschwagerte bis zum dritten Grad einschließlich können nicht gleichzeitig der Kommission angehören.

Art. 2. Die Kommission tritt auf Einberufung des Präsidenten zusammen, so oft das Interesse des Dienstes es erheißt ; sie wird auch einberufen auf Verlangen der Regierung oder von drei ihrer Mitglieder.

Art. 3. Le secrétaire assiste aux séances de la commission avec voix consultative ; en cas d'absence ou d'empêchement, il sera remplacé dans ses fonctions par un délégué de la commission.

Art. 4. La commission ne délibère valablement que lorsque au moins trois de ses membres sont présents; les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 5. Le président fixe l'ordre du jour pour les délibérations de la commission et dirige celles-ci ; le délai entre la convocation et la réunion de la commission sera au moins d'un jour franc.

Le mode de convocation et celui de procéder dans les délibérations seront déterminés par la commission.

Art. 6. En cas d'absence ou d'empêchement du président de la commission, ces fonctions sont exercées par le plus ancien membre de la commission et à ancienneté égale par le plus âgé des membres.

Art. 7. La commission est chargée de l'administration générale du Fonds d'améliorations agricoles. Elle surveille la gestion du secrétaire et émet son avis sur toutes les réclamations qui la concernent.

La commission décide en outre :

- 1° sur la recevabilité des demandes d'emprunt, tant par rapport à la personne du demandeur que par rapport à l'immeuble offert en gage et à la destination des fonds à emprunter ;
- 2° sur le chiffre et la durée des prêts à accorder dans les limites du présent règlement ;
- 3° sur le montant de la consignation à verser pour frais d'instruction ;
- 4° sur le placement des fonds disponibles ;
- 5° sur toute action en justice que le Fonds d'améliorations aura à soutenir, soit comme demandeur, soit comme défendeur ;
- 6° sur l'achat et la vente d'immeubles hypothéqués au Fonds d'améliorations agricoles ;
- 7° sur le choix des compagnies d'assurance à charger éventuellement des assurances-vie à contracter par les emprunteurs ;

8° sur les conditions et le tarif à convenir pour ces assurances-vie ;

Art. 3. Der Sekretär wohnt den Sitzungen der Kommission mit beratender Stimme bei; im Abwesenheits- oder Verhinderungsfalle wird er durch einen Delegierten der Kommission ersetzt.

Art. 4. Die Kommission kann nur gültig beraten, wenn wenigstens drei ihrer Mitglieder anwesend sind; die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefaßt; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten.

Art. 5. Der Präsident stellt die Tagesordnung auf für die Beratungen der Kommission und leitet die Debatten; der Zeitraum zwischen der Einberufung und dem Zusammentritt der Kommission muß wenigstens einen vollen Tag betragen.

Die Art und Weise der Einberufung und die Prozedur bei den Beratungen werden durch die Kommission bestimmt.

Art. 6. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Präsidenten übt das rangälteste Kommissionsmitglied dieses Amt aus, und bei gleichem Rangalter das älteste Mitglied.

Art. 7. Die Kommission ist mit der allgemeinen Verwaltung des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds betraut. Sie überwacht die Amtsführung des Sekretärs und gibt ihr Gutachten über alle diesbezüglichen Beschwerden ab.

Die Kommission beschließt ferner:

1. über die Zulässigkeit der Anleihegesuche, sowohl hinsichtlich der Person des Gesuchstellers wie auch inbezug auf das als Pfand angebotene Immobilien und auf die Bestimmung der Anleihegelder;
2. über die Höhe und Dauer der in den Grenzen dieses Reglementes zu bewilligenden Darlehen;
3. über den für die Untersuchungskosten zu hinterlegenden Betrag;
4. über die Anlage der verfügbaren Gelder;
5. über jede Rechtslage, in der der Meliorationsfonds als Kläger oder Beklagter aufzutreten hat;
6. über den Ankauf und den Verkauf von Immobilien, die dem Meliorationsfonds verhypothekiert sind;
7. über die Wahl der Versicherungsgeellschaften, bei denen die von den Darlehensnehmern einzugehenden Lebensversicherungen gegebenenfalls abgeschlossen werden sollen;
8. über die für diese Lebensversicherungen zu vereinbarenden Bedingungen und Tarife;

9° sur le choix des candidats aux postes d'employés du service dont la nomination est à proposer au Gouvernement ;

10° sur les mainlevées partielles d'hypothèque à autoriser ;

11° elle émet son avis sur le bilan annuel à lui soumettre par le secrétaire ;

12° elle prend soin que la valeur nominale des obligations à mettre en circulation ne dépasse pas le montant des prêts en cours ;

13° elle veille à ce que les rentrées de capitaux par suite d'amortissement soient employés, soit au rachat ou au tirage des obligations, soit à la constitution du Fonds de prévision prévu à l'art. 2 de la loi organique ; le président de la commission ou son remplaçant assistera aux opérations des tirages éventuels.

Les décisions de la commission sur les affaires visées par les nos 3, 4, 7, 8 du présent article ne peuvent pas être exécutées avant d'avoir obtenu l'approbation du Gouvernement. A ces fins, un extrait spécial de la dite délibération sera transmis au Gouvernement dans les quarante-huit heures.

La commission peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres.

Art. 8. Les membres de la commission devront s'abstenir de prendre part à une délibération sur une affaire dans laquelle, soit eux-mêmes, soit un de leurs parents ou alliés jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement se trouveraient intéressés.

Art. 9. Les délibérations de la commission sont constatées par des procès-verbaux dressés par les soins du secrétaire et transcrits sur un registre tenu à cet effet ; elles sont signées par tous les membres qui y ont pris part.

Les copies ou extraits de ces délibérations sont certifiés conformes par le président de la commission, et, en cas d'empêchement, par le plus ancien des membres de la commission.

Art. 10. Le Gouvernement met à la disposition de la commission une somme de 15.000 fr. par an, laquelle sera répartie entre ses membres à titre de rémunération pour leur collaboration au Fonds d'améliorations agricoles.

9. über die Wahl der Kandidaten für die Posten von Beamten und Angestellten der Direktion, deren Ernennung der Regierung vorzuschlagen ist;

10. über die Ermächtigungen für teilweise Löschungen von Hypotheken;

11. sie gibt ihr Gutachten ab über die ihr jährlich durch den Sir für die unterbreitende Bilanz;

12. sie trägt Sorge, daß der Nominalwert der in Umlauf zu setzenden Obligationen den Betrag der laufenden Darlehen nicht übersteigt;

13. sie wacht darüber, daß die durch Tilgung erfolgten Kapitalrückzahlungen zum Rückkauf oder zur Auslösung der Obligationen oder zur Bildung des in Art. 2 des organischen Gesetzes vorgesehenen Previsionsfonds verwandt werden; der Präsident der Kommission oder sein Stellvertreter wohnt den Operationen der eventuellen Auslösungen bei.

Die Entscheidungen der Kommission über die unter Art. 3, 4, 7 und 8 dieses Artikels erwähnten Gegenstände dürfen erst nach Genehmigung durch die Regierung ausgeführt werden. Zu diesem Zweck wird der Regierung binnen acht und vierzig Stunden ein Sonderauszug der betreffenden Beratung übermittelt.

Die Kommission kann unter ihrer Verantwortung einen Teil der Befugnisse einem oder mehreren ihrer Mitglieder übertragen.

Art. 8. Die Mitglieder der Kommission dürfen an keiner Beratung über eine Angelegenheit teilnehmen an der entweder sie selbst oder einer ihrer Verwandten oder Verschwagerten bis zum Grade von Geschwisterkindern einschließlich interessiert sind.

Art. 9. Die Beratungen der Kommission werden durch den Sekretär protokolларisch aktiert und in ein eigenes hierzu bestimmtes Register eingetragen; sie werden von allen Mitgliedern, die daran teilgenommen haben, unterschrieben.

Die Abschriften oder Auszüge der Beratungen werden vom Präsidenten oder, im Verhinderungsfalle, von dem rangältesten Mitglied der Kommission als gleichlautend befähigt.

Art. 10. Die Regierung stellt der Kommission jedes Jahr eine Summe von 15.000 Fr. zur Verfügung, die unter ihre Mitglieder als Entschädigung für ihre Mitarbeit an dem landwirtschaftlichen Meliorationsfonds verteilt wird.

Chapitre II. — Du Secrétaire.

Art. 11. Le secrétaire représente le Fonds d'améliorations agricoles vis-à-vis des tiers et signe notamment toutes les conventions du service. Il peut avec l'assentiment de la commission déléguer partie de ses pouvoirs à l'un des employés.

Art. 12. Le secrétaire est chargé de la gestion journalière des affaires, laquelle comprend tous les actes non spécialement réservés au président, à la commission et au Gouvernement; il a en outre pour mission d'examiner la régularité des titres de propriété produits à l'appui des demandes de prêt, ainsi que de la situation hypothécaire.

Toutefois, pour les accusés de réception de fonds ou de valeurs, de même que pour disposer de l'avoir du Service chez des tiers ou auprès des banques, de la Recette générale et de la Caisse d'épargne ou du Service des chèques-postaux ou lorsqu'il s'agit de prendre un engagement envers des tiers, la pièce en question devra porter outre la signature du secrétaire, la contre-signature d'un employé désigné à ces fins par la commission. La signature du secrétaire, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci sera remplacée par celle d'un délégué spécial désigné par la même commission.

Le secrétaire a la faculté de consulter la commission même pour des actes rentrant dans ses propres attributions.

Art. 13. Le secrétaire est chargé de l'exécution des décisions prises par la commission sans devoir justifier vis-à-vis des tiers d'une autorisation ou d'un pouvoir spécial. Il a sous ses ordres les employés du service.

Art. 14. Le secrétaire règle la marche du service; il veille à ce que les écritures et la comptabilité soient régulièrement tenues. Il surveille la marche générale des affaires. Il est chargé en outre de la garde et de la conservation des archives.

Art. 15. Le secrétaire peut consentir seul les mainlevées d'hypothèque en suite de paiement. Pour les mainlevées sans paiement, il doit être autorisé au préalable par la commission. En cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire l'acte de mainlevée ne peut être consenti que par un délégué spécial désigné par la même commission.

Kapitel II. — Vom Sekretär.

Art. 11. Der Sekretär vertritt gegenüber Dritten den landwirtschaftlichen Meliorationsfonds und unterzeichnet besonders alle durch das Amt abgeschlossenen Verträge; er kann mit Zustimmung der Kommission einen Teil seiner Befugnisse einem seiner Beamten übertragen.

Art. 12. Der Sekretär ist mit der Erledigung der laufenden Geschäfte betraut, die alle Amtshandlungen begreift, die nicht dem Präsidenten, der Kommission oder der Regierung ausdrücklich vorbehalten sind; er hat ferner die Ordnungsmäßigkeit der den Darlehensgesuchen als Belege beigefügten Eigentumstitel, sowie die hypothekarische Lage zu prüfen.

Für die Empfangsbescheinigungen von Geldern oder Wertpapieren, sowie um über die Guthaben des Amtes bei Dritten oder bei Banken, bei der General-einnahme, der Sparkasse oder dem Postschekamt zu verfügen, oder wenn es sich darum handelt, Dritten gegenüber eine Verpflichtung zu übernehmen, muß das betreffende Schriftstück neben der Unterschrift des Sekretärs von einem zweiten durch die Kommission hierzu bezeichneten Beamten gegengezeichnet werden. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Sekretärs wird dessen Unterschrift durch die eines von der Kommission bezeichneten Sonderbelegierten ersetzt.

Der Sekretär ist berechtigt, auch für die zu seinen Befugnissen gehörenden Amtshandlungen das Gutachten der Kommission einzuholen.

Art. 13. Der Sekretär ist mit der Ausführung der durch die Kommission getroffenen Entscheidungen betraut, ohne Dritten gegenüber eine Ermächtigung oder eine Spezialvollmacht nachweisen zu müssen. Die Beamten der Dienststelle sind ihm unterstellt.

Art. 14. Der Sekretär regelt die Dienstordnung; er sorgt für eine regelmäßige Schrift- und Buchführung. Er überwacht die allgemeine Abwicklung der Geschäfte. Er ist ferner mit der Aufbewahrung der Archiven betraut.

Art. 15. Der Sekretär ist berechtigt, Löschungen von Hypotheken nach erfolgter Auszahlung allein zu bewilligen. Zu Löschungen ohne Zahlung muß er sich vorher von der Kommission ermächtigen lassen. Bei Abwesenheit oder Verhinderung des Sekretärs kann die Löschungsurkunde nur durch einen von der Kommission eigene bezeichneten Sonderbelegierten bewilligt werden.

Pour la nomination des employés, le secrétaire sera entendu en son av's.

Chapitre III. — *De l'organisation de l'administration.*

Art. 16. Toutes les opérations de caisse du service seront exclusivement faites par le Service des chèques-postaux. Les chèques-postaux et toutes les correspondances se rapportant à ces opérations porteront les signatures du secrétaire et d'un employé ou d'un membre de la commission désigné à ces fins.

Art. 17. Les capitaux destinés à l'alimentation des prêts à consentir par le Fonds d'améliorations agricoles seront mis à la disposition de celui-ci par le Gouvernement au fur et à mesure des besoins ; la liquidation de ces capitaux se fera par ordonnance du membre du Gouvernement chargé des affaires agricoles à la demande du secrétaire visée par le président de la commission.

Art. 18. La reddition du compte du chef des opérations faites aura lieu mensuellement. A ces fins, le secrétaire aura à remettre à la Chambre des comptes le relevé des dites opérations avec les pièces justificatives consistant notamment en un double des accusés de réception délivrés par les emprunteurs ou autres ayants droit lors de la remise des capitaux. Les pièces justificatives du règlement avec les créanciers des emprunteurs resteront déposées aux archives du Fonds d'améliorations agricoles.

Art. 19. Après avoir entendu la commission, le Gouvernement pourra déléguer soit le président, soit un des membres de la commission avec mission de faire trimestriellement rapport sur sa situation générale et son fonctionnement ; ce rapport mentionnera notamment le nombre des demandes de prêt et des admissions respectivement des rejets par la commission, le montant des prêts sollicités et des prêts autorisés, le nombre des actes de prêts reçus et des montants faisant l'objet de ces actes.

Le Gouvernement pourra charger le délégué d'exercer concurremment avec la commission, les attributions prévues sous les numéros 12 et 13 de l'art. 7 qui précède.

Bei Ernennung von Beamten wird das Gutachten des Sekretärs eingeholt.

Kapitel III. — *Einrichtung der Verwaltung.*

Art. 16. Sämtliche Kassenoperationen des Amtes werden ausschließlich durch das Postschekamt gemacht. Die Postscheds und alle auf diese Operationen bezüglichen Schriftstücke müssen die Unterschrift des Sekretärs und eines Beamten oder eines zu diesem Zwecke bezeichneten Mitgliedes der Kommission tragen.

Art. 17. Die zur Speisung der vom landwirtschaftlichen Meliorationsfonds zu bewilligenden Darlehen dienenden Gelder werden dem Amte von der Regierung nach Maßgabe der Bedürfnisse zur Verfügung gestellt ; die Liquidierung dieser Gelder erfolgt durch Zahlungsanweisung des mit den landwirtschaftlichen Angelegenheiten betrauten Regierungsmitgliedes auf Anfrage des Sekretärs, die vom Präsidenten der Kommission visiert sein muß.

Art. 18. Die Rechnungsablage über die getätigten Operationen erfolgt monatlich. Hierzu muß der landwirtschaftliche Meliorationsfonds der Rechnungskammer die Aufstellung dieser Operationen mit den Belegen unterbreiten, die namentlich in einem Duplikat der von den Darlehensnehmern oder sonstigen Berechtigten bei Aushändigung der Gelder abgegebenen Empfangsbescheinigungen bestehen. Die Belege zu der Regelung mit den Gläubigern der Darlehensnehmer bleiben in den Archiven des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds hinterlegt.

Art. 19. Nach Anhörung der Kommission kann die Regierung entweder den Präsidenten oder ein Mitglied der Kommission beauftragen, alle drei Monate über die allgemeine Lage und die Tätigkeit des Amtes zu berichten ; dieser Bericht enthält besonders Angaben über die Zahl der eingegangenen und der von der Kommission angenommenen bzw. abgelehnten Darlehensgesuche, über den Betrag der nachgesuchten und der ermächtigten Darlehen, die Zahl der aufgenommenen Darlehensurkunden und die Beträge, die den Gegenstand dieser Urkunden bilden.

Die Regierung kann den Delegierten beauftragen, gemeinsam mit der Kommission die unter 12 und 13 des vorhergehenden Artikels vorgesehenen Befugnisse auszuüben.

Art. 20. Les indemnités du secrétaire et des autres employés du Fonds d'améliorations agricoles seront payées directement par la Recette générale.

Le payement de toutes les autres dépenses concernant le service intérieur du Fonds s'effectue par le secrétaire sur les ordres et les indications du président de la commission ou de son remplaçant.

Ces dépenses comprennent notamment les frais de loyer, de chauffage, d'éclairage, de nettoyage et de surveillance des locaux, les fournitures de bureau, les frais de port et d'assurance, les dépenses concernant les abonnements aux journaux, la bibliothèque, le téléphone, celles nécessitées par les réparations locatives et celles de menu entretien des locaux et du mobilier, l'indemnité revenant au délégué du Gouvernement dont il est question à l'art. 19 ci-avant.

Les fonds nécessaires pour faire face à ces dépenses sont mis à la disposition du secrétaire par le Gouvernement sur état à présenter trimestriellement et à approuver par le Gouvernement.

L'état détaillé de toutes ces dépenses avec les pièces justificatives sera joint au bilan à l'appui du compte « Frais généraux ».

Art. 21. Le Gouvernement fera procéder au moins une fois par trimestre à la vérification des livres de la comptabilité.

Chapitre IV. — De l'approbation des bilans.

Art. 22. Le bilan annuel est dressé par le secrétaire. Il est soumis à l'avis de la commission et à l'approbation du Gouvernement.

Chapitre V. — Du fonds de réserve.

Art. 23. L'emploi des capitaux appartenant au fonds de réserve est réglé par la commission sous l'approbation du Gouvernement.

Section II. — De la nature des demandes de prêt.

Art. 24. La commission d'administration du Fonds d'améliorations agricoles pourra accorder des prêts en vue des objets suivants :

- 1° améliorations foncières ;
- 2° construction, modernisation et amélioration hygiénique des bâtiments d'exploitation agricole ;
- 3° améliorations destinées à rationaliser le travail à la ferme.

Art. 20. Die Entschädigungen des Sekretärs und der anderen Beamten des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds werden direkt durch die Generaleinnahme bezahlt.

Die Zahlung aller anderen Ausgaben, die den inneren Dienst des Amtes betreffen, geschieht durch den Sekretär auf Anordnung und Anweisung des Präsidenten der Kommission oder seines Vertreters.

Diese Ausgaben begreifen namentlich die Kosten für Miete, Heizung, Beleuchtung, Reinigung und Überwachung der Räumlichkeiten, die Lieferungen von Bureauaterial, die Reisekosten des Personals, die Porto- und Versicherungskosten, die Ausgaben für Zeitungsabonnemente, für die Bibliothek, den Fernsprecher, für Mietreparaturen und für den laufenden Unterhalt der Räumlichkeiten und des Mobiliars, die Entschädigung für den Vertreter der Regierung, von dem in dem vorhergehenden Art. 19 Rede geht.

Die zu diesen Ausgaben benötigten Gelder werden dem Sekretär von der Regierung zur Verfügung gestellt auf Grund einer alle drei Monate vorzulegenden und zu genehmigenden Aufstellung.

Die detaillierte Aufstellung aller dieser Ausgaben mit den dazu gehörigen Belegen wird der Bilanz beigelegt als Beleg zu dem Konto „Generalunkosten.“

Art. 21. Die Regierung läßt wenigstens alle drei Monate einmal eine Prüfung der Buchhaltung vornehmen.

Kapitel IV. — Von der Genehmigung der Bilanz.

Art. 22. Die Jahresbilanz wird von dem Sekretär aufgestellt; sie wird dem Gutachten der Kommission und der Genehmigung der Regierung unterbreitet.

Kapitel V. — Von dem Reservefonds.

Art. 23. Die Verwendung der zum Reservefonds gehörenden Kapitalien wird durch den Verwaltungsrat mit Genehmigung der Regierung geregelt.

Abschnitt II. — Von der Natur der Darlehensgesuche.

Art. 24. Die Verwaltungskommission des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds kann für folgende Zwecke Darlehen gewähren:

1. Bodenmeliorationen;
2. Erbauung, Modernisierung und hygienische Verbesserung der landwirtschaftlichen Ökonomiegebäude;
3. Verbesserungen, die auf die Rationalisierung der Landarbeit abzielen.

En outre, des prêts pourront être consentis dans l'intérêt de la création et du fonctionnement d'associations agricoles, viticoles et horticoles.

Section III. — Des travaux et installations qui sont considérés comme améliorations agricoles.

Art. 25. Le bénéfice de la loi du 8 avril 1930, concernant la création d'un fonds d'améliorations agricoles pour l'allocation de crédits à taux d'intérêt réduit, s'applique :

1° Aux travaux d'améliorations foncières effectués postérieurement au 1^{er} janvier 1930.

Sont à considérer comme travaux d'améliorations foncières les travaux :

- a) de défense contre les cours d'eau autres que les rivières navigables ou flottables ;
- b) du curage, d'approfondissement, de redressement, et de régularisation des canaux et cours d'eau non navigables ni flottables et des canaux de dessèchement et d'irrigation ;
- c) de dessèchement des marais ;
- d) d'assainissement des terres humides et insalubres ;
- e) d'irrigation et de colmatage ;
- f) de drainage ;
- g) de chemins d'exploitation, de remembrement, de reconstitution des vignes, de défoncement, de défrichement, ainsi que de toute autre amélioration du mode de culture.

Le montant maximum des prêts à consentir à des particuliers du chef de l'exécution de ces travaux est fixé à 30.000 fr.

2° Aux travaux de construction, de modernisation et d'amélioration hygiénique des bâtiments d'exploitation agricole effectués postérieurement à la date du 1^{er} janvier 1928.

Sont à considérer comme travaux de construction, de modernisation et d'amélioration hygiénique des bâtiments d'exploitation agricole :

- a) la construction et la reconstruction de bâtiments annexes tels que granges, étables, écuries, hangars et caves ;
- b) l'agrandissement, la réparation et l'amélioration hygiénique de ces bâtiments.

Des prêts ne sont consentis à des particuliers du chef de l'exécution de ces travaux que si le bâtiment principal, à constituer également en hypothèque, est une maison d'habitation, à moins

Ferner können Darlehen zur Schaffung und zur Einrichtung der Bouern, Winzer- und Kleingartenbau-Genossenschaften gewährt werden.

Abchnitt III. — Von den Arbeiten und Anlagen, die als landwirtschaftliche Meliorationen gelten.

Art. 25. Die Wohltaten des Gesetzes vom 8. April 1930 betreffend die Schaffung eines landwirtschaftlichen Meliorationsfonds zum Zwecke der Gewährung von Darlehen zu ermäßigten Zinsfuß finden Anwendung auf:

1. die Bodenmeliorationen, die nach dem 1. Januar 1930 ausgeführt werden.

Es gelten als Bodenmeliorationen :

- a) die Schutzarbeiten gegen Wasserläufe, die keine [Schiff- oder flößbaren] Flüsse sind ;
- b) die Räumung, Vertiefung, Geradelegung und Regulierung von nicht [Schiff- noch flößbaren] Rändern und Wasserläufen, sowie von Entwässerungs- und Bewässerungskanälen ;
- c) die Trockenlegung der Sümpfe ;
- d) die Verbesserung sumpfiger und ungesunder Ländereien ;
- e) die Bewässerungs- und Ausfüllungsanlagen ;
- f) die Drainage ;
- g) die Feldwege, Felderzusammenlegung, Rekonstruktion der Weinberge, die Tiefkultur, die Urbarmachung sowie jede andere Kulturverbesserung.

Der Höchstbetrag der an Privatpersonen für die Ausführung dieser Arbeiten zu bewilligenden Darlehen ist auf 30.000 Fr. festgesetzt.

2. Die Arbeiten für die Erbauung, Modernisierung und hygienische Verbesserung der landwirtschaftlichen Ökonomiegebäude, die nach dem 1. Januar 1928 ausgeführt wurden.

Es gelten als Arbeiten für die Erbauung, Modernisierung und hygienische Verbesserung der landwirtschaftlichen Ökonomiegebäude :

- a) der Neubau und der Umbau von Wirtschaftsgebäuden wie Scheunen, Ställen, Schuppen und Kellern ;
- b) die Vergrößerung, die Instandsetzung und hygienische Verbesserung dieser Gebäude.

Darlehen können an Privatpersonen für die Ausführung dieser Arbeiten nur gewährt werden, wenn das Hauptgebäude, das ebenfalls als Hypothekenspfand zu stellen ist, ein Wohnhaus ist, oder wenn der Anleiher

que l'emprunteur n'offre une autre garantie hypothécaire supplémentaire suffisante. Le montant maximum des prêts à accorder à des particuliers est fixé à 100.000 fr.

3° Aux améliorations techniques destinées à rationaliser le travail à la ferme exécutées postérieurement au 1^{er} janvier 1930.

Sont à considérer comme améliorations techniques destinées à rationaliser le travail à la ferme :

- a) la construction de silos et de fosses à purin ;
 - b) l'installation d'abreuvoirs automatiques, de dynamos, de moteurs à gaz et à essence, de batteuses ;
 - c) toutes les constructions et installations généralement quelconque permettant de simplifier et d'accélérer le travail à la ferme.
- Le montant maximum des prêts à consentir à des particuliers dans l'intérêt de l'exécution de ces améliorations est fixé à 40.000 fr.
- Art. 26.** Aux fins spécifiées à l'art. 25 qui précède des prêts pourront être accordés aussi :
- a) aux associations syndicales constituées en vertu de la loi du 28 décembre 1883 ;
 - b) aux associations agricoles, viticoles et horticoles constituées en vertu de la loi du 27 mars 1900 ;
 - c) aux coopératives agricoles, viticoles et horticoles constituées en vertu de la loi du 10 août 1915.

En dehors des buts visés à l'art. 25 qui précède des prêts pourront être accordés aux associations agricoles ci-dessus énumérées dans l'intérêt de l'amélioration des cultures.

Art. 27. Les travaux d'amélioration prévus aux art. 25 et 26 du présent règlement doivent être exécutés dans un délai maximum à fixer dans chaque cas particulier par la commission.

Les améliorations ne peuvent être prises en considération que si la dépense en résultant atteint au moins le chiffre de 3.000 fr.

Le montant des prêts à consentir aux associations agricoles ne peut en aucun cas dépasser 75% du devis des plans des travaux projetés.

En ce qui concerne la construction et l'amélio-

e une autre hinreichende hypothekarische Sicherheit leistet. Der Höchstbetrag der Privatpersonen zu gewährenden Darlehen ist auf 100.000 Fr. festgesetzt.

3. Auf technische Verbesserungen die auf die Rationalisierung der Landarbeit abzielen und nach dem 1. Januar 1930 ausgeführt wurden.

Als technische Verbesserungen, die auf die Rationalisierung der Landarbeit abzielen, haben zu gelten:

- a) die Erbauung von Lagerhäusern und Jauchegruben ;
- b) die Aufstellung von automatischen Tränken, Dynamos, Explosions- und Dieselmotoren, Dreschmaschinen ;
- c) alle Bauten und Einrichtungen, die irgendwie geeignet sind, die Landarbeit zu vereinfachen und zu beschleunigen.

Der Höchstbetrag der Privatpersonen für die Ausführung dieser Verbesserungen zu bewilligenden Darlehen ist auf 40.000 Fr. festgesetzt.

Art. 26. Zu den vorhergehenden in Art. 25 angegebenen Zwecken können auch Darlehen gewährt werden:

- a) an Syndikatsgenossenschaften, die auf Grund des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 errichtet sind ;
- b) an Bauern-, Winzer- und Kleingartenbau-genossenschaften, die auf Grund des Gesetzes vom 27. März 1900 errichtet sind ;
- c) an Bauern-, Winzer- und Kleingartenbaukooperativen, die auf Grund des Gesetzes vom 10. August 1915 errichtet sind.

Abgesehen von den im vorhergehenden Art. 25 vorgesehenen Zwecken können den oben angeführten landwirtschaftlichen Genossenschaften Darlehen im Interesse der Kultur-Verbesserung gewährt werden.

Art. 27. Die in den Art. 25 und 26 dieses Reglementes vorgesehenen Verbesserungsarbeiten sind in einer Maximalfrist auszuführen, die in jedem einzelnen Falle durch die Kommission bestimmt wird.

Die Verbesserungen können nur berücksichtigt werden, wenn die durch die Arbeiten verursachten Ausgabe wenigstens 3.000 Fr. beträgt.

Der Betrag der den landwirtschaftlichen Genossenschaften zu gewährenden Darlehen kann in keinem Falle 75% des Kostenanlasses der in Aussicht genommenen Arbeiten übersteigen.

Was die Erbauung, den Umbau und die Verbesse-

ration de bâtiments d'exploitation, des prêts ne peuvent être accordés, que si la construction resp. la reconstruction ne laisse rien à désirer au point de vue de la solidité et de l'hygiène.

Art. 28. Ne sont pas admis au bénéfice des prêts :

1° les immeubles indivis à moins que l'hypothèque ne soit constituée sur la totalité de ces immeubles du consentement de tous les co-propriétaires ;

2° ceux dont l'usufruit et la nue-propriété ne sont pas réunis, à moins que tous les ayants-droit ne donnent leur consentement à la constitution de l'hypothèque ;

3° les améliorations dont l'exécution n'aurait pas été autorisée par le Fonds d'améliorations agricoles ou qui auraient été faites d'après des plans non approuvés par le dit service. Cette disposition n'est cependant pas applicable aux améliorations des bâtiments d'exploitation agricole dont l'exécution a été faite ou commencée avant le 1^{er} janvier 1930.

Section IV. — Des personnes ou associations qui pourront bénéficier des prêts.

A. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 29. Peuvent bénéficier des prêts à accorder par le Fonds d'améliorations agricoles :

a) les propriétaires ruraux, fermiers, cultivateurs, viticulteurs, horticulteurs, journaliers et ouvriers agricoles qui remplissent les conditions ci-après fixées ;

b) les associations agricoles, viticoles et horticoles tombant sous l'application de la loi conformément à l'art. 26 du présent règlement.

B. — DISPOSITIONS SPÉCIALES.

Chapitre I^{er}. — Des personnes.

Art. 30. Pour avoir droit à un prêt du Fonds d'améliorations agricoles les personnes intéressées doivent remplir les conditions suivantes :

1° avoir la nationalité luxembourgeoise ; il peut être fait exception à cette règle, si dans le pays d'origine de l'impétrant, les Luxembourgeois jouissent d'avantages analogues à ceux de la loi du 8 avril 1930 ;

2° la construction ou l'exploitation des bâtiments d'exploitation agricole ne présente aucun danger pour la santé publique ;

Art. 28. Nicht beliehen werden:

1. ungeteilte Immobilien, es sei denn, daß die Hypothek auf die Gesamtheit dieser Immobilien mit Zustimmung aller Miteigentümer aufgenommen wird;

2. jene, deren Nutznießung und nacktes Eigentum nicht in einer Hand vereinigt sind, wofür nicht alle Berechtigten ihre Zustimmung zur Bestellung der Hypothek geben;

3. die Verbesserungen, deren Ausführung nicht vom landwirtschaftlichen Meliorationsfonds ermächtigt worden ist, oder die nach Plänen ausgeführt wurden, die nicht von dem genannten Amt genehmigt worden sind. Diese Bestimmung ist jedoch nicht anwendbar auf die Verbesserungen der landwirtschaftlichen Ökonomiegebäude, deren Ausführung vor dem 1. Januar 1930 vollendet oder in Angriff genommen wurde.

Abchnitt IV. — Von den Personen und Genossenschaften, denen Darlehen bewilligt werden können.

A. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 29. Darlehen können vom landwirtschaftlichen Meliorationsfonds bewilligt werden:

a) an Grundeigentümer, Pächter, Landwirte, Winzer, Gärtner, Tagelöhner und Landarbeiter, welche die nachstehend aufgestellten Bedingungen erfüllen;

b) die Bauern-, Winzer- und Kleingartenbau-genossenschaften, welche gemäß Art. 26 dieses Reglementes unter die Anwendung des Gesetzes fallen.

B. Besondere Bestimmungen.

Kapitel I. — Von den Personen.

Art. 30. Um Anspruch auf ein Darlehen beim landwirtschaftlichen Meliorationsfonds zu haben, müssen die Beteiligten folgende Bedingungen erfüllen:

1. die luxemburgische Staatsangehörigkeit besitzen; von dieser Regel kann eine Ausnahme gemacht werden, wenn in dem Ursprungsland des Gesuchstellers die Luxemburger Staatsangehörigen Vorteile genießen, die den im Gesetz vom 8. April 1930 vorgesehenen ähnlich sind;

2° remplir toutes les conditions prévues par la loi et le présent règlement ;

3° présenter toutes les garanties voulues au point de vue de la solvabilité et de l'exécution de toutes les obligations imposées aux emprunteurs ;

4° justifier de la possession des fonds nécessaires pour couvrir la différence entre le produit net de l'emprunt à contracter et le montant total de la dépense résultant des travaux à effectuer ;

5° être en mesure de pouvoir contracter une assurance-vie, à moins que le prêt ne dépasse pas la moitié de la valeur vénale des immeubles offerts en gage ;

6° ne pas être inscrit dans les rôles des contributions directes de l'Etat pour un revenu global supérieur à 40.000 fr. Les revenus provenant de capitaux placés entrent dans la formation de ce revenu global par 4 fr. à raison de 1 fr. de revenu ; lorsque le contribuable possède des immeubles frappés de l'impôt complémentaire ou qu'il possède des capitaux ou valeurs mobilières frappés exclusivement de cet impôt, chaque franc d'impôt complémentaire est censé représenter 100 fr. de revenus.

Chapitre II. — Des associations.

Art. 31. Les associations agricoles, viticoles et horticoles, énumérées à l'art. 26 du présent règlement, qui désirent bénéficier des avantages de la loi du 8 avril 1930 doivent remplir les conditions suivantes :

1° être constituées légalement ;

2° avoir la personnification civile ;

3° fournir pour tous les prêts à contracter par elles une hypothèque, première en rang, ou le cautionnement solidaire de tous les sociétaires ;

4° donner toutes les garanties voulues quant à la bonne gestion de leurs affaires ;

5° s'interdire de contracter des prêts ailleurs qu'auprès du Fonds d'améliorations agricoles à moins que le Gouvernement ne les y autorise expressément, après entente préalable avec ce dernier service ;

6° insérer dans leurs statuts les clauses suivantes et prendre l'engagement :

a) d'accepter la surveillance du fonds d'améliorations agricoles qui s'exerce activement par un délégué ;

b) de soumettre à l'agrément du Fonds d'améliorations agricoles tout transfert de parts sociales non libérées ;

2. alle im Gesetz und in diesem Reglement vorgesehenen Bedingungen erfüllen ;

3. alle erforderliche Gewähr bieten hinsichtlich der Zahlbarkeit und der Ausführung der den Darlehensnehmern auferlegten Verpflichtungen ;

4. nachweisen, daß sie die nötigen Mittel besitzen, um den Unterschied zwischen dem Nettoertrag der abzuschließenden Anleihe und der Gesamtausgabe für die auszuführenden Arbeiten ;

5. in der Lage zu sein, eine Lebensversicherung abschließen zu können, es sei denn, daß das Darlehen nicht mehr als die Hälfte des Verkaufswertes der als Pfand angebotenen Immobilien beträgt ;

6. in den Rollen der direkten Staatssteuern nicht eingetragen sein für ein Einkommen, das höher ist als 40.000 Fr. Die Einkommen aus Kapitalanlagen werden in dieses Gesamteinkommen eingerechnet zu 4 Fr. für 1 Fr. Einkommen ; wenn der Steuerzahler Immobilien besitzt, die der Ergänzungssteuer unterliegen oder wenn er Kapitalien oder andere Mobiliarwerte besitzt, die ausschließlich dieser Steuer unterliegen, so wird jeder Franken Ergänzungssteuer als 100 Fr. Einkommen darstellend angesehen.

Kapitel II. — Von den Genossenschaften.

Art. 31. Die in Art. 26 dieses Reglementes aufgezählten Bauern-, Winzer- und Kleingartenbauernschaften, die Nutzen aus dem Gesetze vom 8. April 1930 ziehen wollen, müssen folgende Bedingungen erfüllen :

1. gesetzlich konstituiert sein ;

2. die Zivilpersönlichkeit besitzen ;

3. für alle von ihnen aufzunehmenden Anleihen eine erste Hypothek oder die solidarische Haftpflicht aller Mitglieder bieten ;

4. jede wünschenswerte Gewähr für die gute Führung ihrer Geschäfte bieten ;

5. die Verpflichtung übernehmen, keine Anleihen anderswo als beim landwirtschaftlichen Meliorationsfonds aufzunehmen, wofern sie nicht von der Regierung nach vorheriger Verständigung mit dem Amte, ausdrücklich hierzu ermächtigt worden sind ;

6. in ihre Statuten folgende Klauseln einsetzen und die Verpflichtung übernehmen :

a) die Überwachung durch den landwirtschaftlichen Meliorationsfonds, die aktiv durch einen Delegierten ausgeübt wird, anzunehmen ;

b) der Genehmigung des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds jede Übertragung von nicht voll eingezahlten Anteilscheinen zu unterbreiten ;

c) de s'interdire de prendre vis-à-vis de tiers et au nom de la société aucun engagement non agréé par le collège des administrateurs ou par l'assemblée générale et non constaté par procès-verbal inscrit dans un registre spécial ;

d) de transmettre au dit service chaque année un état de situation, ainsi que le bilan ou le tableau sommaire des recettes et dépenses certifiés conformes par le conseil d'administration ;

e) de mettre le dit service à même de se rendre à tout moment compte exact de la situation de l'association ;

f) de limiter à 3½% des sommes versées le dividende ou l'intérêt annuel à distribuer aux sociétaires.

Section V. — Des formalités à remplir, de la puissance d'emprunt et des conditions générales des prêts.

Chapitre 1^{er}. — Formalités à remplir pour les prêts à consentir aux particuliers.

Art. 32. L'impétrant est obligé de présenter une demande couchée sur un imprimé à fournir par le Fonds d'améliorations agricoles. A l'appui de cette demande, il doit produire les pièces suivantes :

1° le titre de propriété des immeubles offerts en hypothèque, ainsi que les quittances des paiements effectués sur leurs prix d'acquisition ;

2° l'extrait cadastral avec les provenances et le plan de situation de ces immeubles ;

3° le dernier bulletin d'imposition ;

4° un certificat de nationalité, respectivement un certificat constatant que l'impétrant figure sur la liste électorale ;

5° les plans, coupe et élévation des améliorations à exécuter à l'échelle de 1 : 50 ou 1 : 100.

6° le devis détaillé des frais des améliorations projetées.

Les demandeurs d'emprunt sont en outre tenus de fournir et de produire toutes les pièces nécessaires ou utiles à l'instruction de la demande de prêt ; les pièces produites resteront déposées entre les mains du prêteur jusqu'au remboursement intégral du prêt.

c) sich zu verpflichten, gegenüber Dritten und im Namen der Genossenschaft keine Verbindlichkeit zu übernehmen, die nicht vom Verwaltungsrat oder von der Generalversammlung gutgeheißen und nicht durch ein in einem Spezialregister eingetragenes Protokoll festgestellt ist ;

d) dem genannten Amt jedes Jahr eine Übersicht zu unterbreiten über die Gesellschaftslage, sowie die Jahresbilanz oder die summarische Aufstellung der Einnahmen und Ausgaben, die von den Verwaltungsratsmitgliedern als gleichlautend zu bescheinigen sind ;

e) es dem Amte zu ermöglichen, sich in jedem Augenblick Rechenschaft über die Lage der Genossenschaft zu geben ;

f) die an die Mitglieder zu verteilenden jährlichen Dividenden oder Zinsen auf höchstens 3½% der eingezahlten Summen zu beschränken.

Abschnitt V. — Von den zu erfüllenden Formalitäten, der Beleihungsgrenze und den allgemeinen Darlehensbedingungen.

Kapitel I. — Formalitäten welche für die den Privaten zu bewilligenden Darlehen zu erfüllen sind.

Art. 32. Der Gesuchsteller muß sein Gesuch auf einen von dem landwirtschaftlichen Meliorationsfonds zu liefernden Vordruck einreichen. Diesem Gesuche sind folgende Belegstücke beizufügen :

1. der Eigentumstitel der zur Hypothek angebotenen Grundstücke, sowie die Quittungen über die auf deren Ankaufspreis gemachten Zahlungen ;

2. der Katasterauszug mit dem Eigentumsnachweis, sowie der Lageplan dieser Grundstücke ;

3. der letzte Steuerzettel ;

4. ein Heimatschein, bezw. eine Bescheinigung durch die bezeugt wird, daß der Gesuchsteller in die Wählerliste eingetragen ist ;

5. die Pläne, Grundrisse und Schnitte der zu errichtenden Gebäude im Maßstab von 1:50 oder 1:100 ;

6. der detaillierte Kostenaufschlag der in Aussicht genommenen Verbesserungen.

Die Darlehenssucher müssen ferner alle Aufschlüsse liefern und alle Schriftstücke beibringen, die zur Untersuchung des Darlehensgesuches notwendig oder zweckdienlich sind ; die beigebrachten Schriftstücke bleiben bis zur vollständigen Rückzahlung des Darlehens in den Händen des Darlehensgebers hinterlegt.

Art. 33. Pour couvrir les frais auxquels l'instruction de la demande de prêt et l'estimation de l'immeuble ou la vérification des plans et devis pourront donner lieu, le demandeur est tenu de consigner au préalable une somme aversionnelle qui sera fixée par la commission. Il ne sera pas rendu compte à l'emprunteur de l'emploi de cette somme, laquelle reste définitivement acquise au service, à moins que la demande de prêt ne soit rejetée ; dans ce cas le solde de la dite somme, après déduction des déboursés faits dans l'affaire, sera remboursé au demandeur.

Art. 34. La présentation d'une demande d'emprunt auprès du Fonds d'améliorations agricoles vaut pouvoir et délégation au secrétaire du service de se faire délivrer au nom du demandeur d'emprunt, soit dans les bureaux de l'administration de l'enregistrement, soit, dans les études des notaires ou ailleurs, des extraits, copies expéditions etc. de tous les actes et comptes quelconques dans lesquels le demandeur d'emprunt est intéressé, soit comme partie intervenante, soit comme héritier ou ayant-droit, soit comme tiers détenteur.

Art. 35. A la demande du Fonds d'améliorations agricoles l'administration des contributions et du cadastre est tenue de délivrer gratuitement tous les certificats, provenances, extraits cadastraux, croquis, etc. nécessaires pour l'instruction d'une demande d'emprunt présentée auprès de ce service.

Art. 36. Le Fonds d'améliorations agricoles peut, s'il le juge convenable, faire procéder par un expert de son choix à l'estimation des immeubles offerts en hypothèque. L'expert doit indiquer les valeurs minima et maxima des immeubles offerts en hypothèque. Pour la fixation du chiffre du prêt, la commission ne pourra prendre en considération que la valeur minimum.

Les frais d'expert sont à charge du demandeur d'emprunt.

Le tarif des émoluments et des frais de déplacement des experts est fixé par arrêté ministériel sur la proposition de la commission.

Art. 37. Le refus d'admission du prêt est porté à la connaissance du demandeur d'emprunt ; ce dernier n'est pas en droit d'exiger la communication des motifs du refus.

Art. 38. Il appartient à la commission d'administration du Fonds d'améliorations agricoles de stipuler

Art. 33. Zur Deckung der Kosten, die durch die Untersuchung des Darlehensgesuches und die Abschätzung des Immobilien oder die Nachprüfung der Pläne und Kostenanschläge verursacht werden können, muß der Gesuchsteller im Voraus einen durch die Kommission festzusetzenden Aversionalbetrag hinterlegen. Dem Darlehensnehmer wird keine Rechenschaft abgelegt über die Verwendung dieses Betrages, der dem Amte erworben bleibt, außer wenn das Darlehensgesuch abgelehnt wird; in diesem Falle wird der nach Abzug der in der Angelegenheit gemachten Barauslagen verbleibende Überschuß dem Gesuchsteller zurückerstattet.

Art. 34. Die Einreichung eines Anleihegesuches beim landwirtschaftlichen Meliorationsfonds gilt für den Sekretär des Amtes als Vollmacht und Auftrag, sich im Namen des Gesuchstellers in den Büros der Einregistrierungsverwaltung oder in den Amtsstuben der Notare oder anderswo, Auszüge, Abschriften, Ausfertigungen usw., von allen Akten und irgend welchen Rechnungen geben zu lassen, an denen der Darlehenssucher entweder als direkte Partei oder als Erbe oder Rechtsinhaber oder als Drittbefürworter beteiligt ist.

Art. 35. Auf Ersuchen des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds ist die Steuer- und Katasterverwaltung gehalten, alle zur Untersuchung eines beim Amte eingereichten Darlehensgesuches notwendigen Bescheinigungen, Ursprungszeugnisse, Katasterauszüge, Planstizzen usw. gebührenfrei auszustellen.

Art. 36. Der landwirtschaftliche Meliorationsfonds kann, wenn er dies für angebracht erachtet, durch einen Sachverständigen seiner Wahl zu einer Abschätzung der zur Hypothek angebotenen Grundstücke schreiten lassen. Der Sachverständige muß den Mindest- und den Höchstwert der als Pfand angebotenen Immobilien angeben. Für die Festsetzung des Betrages des Darlehens darf die Kommission nur den Mindestwert in Betracht ziehen. Die Abschätzungskosten gehen zu Lasten des Gesuchstellers.

Der Tarif für Honorare und Reisekosten des Sachverständigen wird durch Ministerialbeschluß auf den Vorschlag der Kommission festgesetzt.

Art. 37. Die Ablehnung eines Darlehensgesuches, wird dem Gesuchsteller mitgeteilt; dieser ist nicht berechtigt, die Mitteilung der Ablehnungsgründe zu verlangen.

Art. 38. Es steht der Verwaltungskommission des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds frei, in den

dans les contrats de prêts encore d'autres conditions que celles prévues par la loi organique et le présent règlement.

Art. 39. Le montant du prêt hypothécaire ne pouvant, au moment de la réception du contrat de prêt, être payé en espèces, à raison des formalités hypothécaires restant encore à remplir, il sera délivré à l'emprunteur, par le Fonds d'améliorations agricoles, un bon qui vaudra paiement. Ce bon qui ne pourra faire l'objet ni d'une cession, ni d'une dation en gage, sera payable aussitôt qu'il sera justifié que l'inscription hypothécaire au profit du prêteur vient en premier rang, s'il s'agit d'un prêt sur première hypothèque, ou qu'elle vient en rang immédiatement après l'inscription du Service des Logements populaires, de la Caisse d'épargne, Services des habitations à bon marché et du Crédit foncier, s'il s'agit d'un prêt sur deuxième hypothèque. Le Fonds d'améliorations agricoles est autorisé à retenir sur le montant du Bon de Caisse les frais d'actes et autres, la prime d'assurance-vie et la retenue prévue à l'art. 64 ci-après. Il devra employer le restant à l'extinction des créances privilégiées et hypothécaires antérieures en rang à celle du service. Il a en outre le droit de se servir du surplus pour acquitter directement entre les mains des ayants-droit les frais d'exécution des travaux d'amélioration, même quand ces frais ne sont pas garantis par un privilège ou une hypothèque. Le paiement du bon de caisse pourra s'opérer par tranches; le mode de paiement sera fixé par la commission.

Le Fonds d'améliorations agricoles est autorisé à faire procéder, s'il le juge convenable, aux frais de l'emprunteur, à la purge des hypothèques légales qui pourraient grever les immeubles hypothéqués.

Chapitre II. — Formalités à remplir par les associations qui demandent un emprunt.

Art. 40. Les associations qui désirent bénéficier des avances du Fonds d'améliorations agricoles doivent produire à l'appui de leur demande les pièces suivantes :

- 1° un exemplaire de leurs statuts;
- 2° le numéro du *Mémorial* par lequel les dits

Darlehensverträgen noch andere Bedingungen einzusehen, als jene, die in dem organischen Gesetz und in diesem Reglemente vorgeesehen sind.

Art. 39. Da wegen der noch zu erfüllenden hypothekarischen Formalitäten das Hypothekendarlehen nicht gleich bei der Aufnahme des Darlehensvertrages bar ausbezahlt werden kann, wird dem Darlehensnehmer beim landwirtschaftlichen Meliorationsfonds ein Gutschein verabfolgt, der als Zahlung gilt. Dieser Gutschein, der weder den Gegenstand einer Cession noch einer Pfandstellung bilden kann, wird zahlbar sein, sobald nachgewiesen ist, daß die Hypothekareintragung zu Gunsten des Darlehensgebers an erster Stelle kommt, wenn es sich um ein Darlehen auf erste Hypothek handelt, oder daß sie unmittelbar nach der Eintragung zu Gunsten des Volkswohnungsamtes, der Sparkasse, Abteilung billige Wohnungen und der Grundkreditanstalt rangiert, wenn es sich um ein Darlehen auf zweite Hypothek handelt. Der landwirtschaftliche Meliorationsfonds ist berechtigt, auf dem Betrag der Kassenanweisung die Kosten der Urkunde und andere, die Prämie für die Lebensversicherung, sowie den in nachstehendem Art. 64 vorgesehenen Abzug zurückzubehalten. Es muß den Restbetrag zur Tilgung der privilegierten und hypothekarischen Guthaben verwenden, die im Rang vor der des Amtes stehen. Das Amt ist ferner berechtigt, den Überschuß direkt zur Zahlung der Kosten der Verbesserungsarbeiten an die Berechtigten zu verwenden, selbst wenn diese Kosten nicht durch ein Privileg oder eine Hypothek gesichert sind. Die Zahlung der Kassenanweisung kann in Abschnitten geschehen; der Zahlungsmodus wird durch die Kommission festgesetzt.

Der landwirtschaftliche Meliorationsfonds ist ermächtigt, wenn er dies für angezeigt erachtet, auf Kosten des Darlehensnehmers zur Lösung der gesetzlichen Hypotheken schreiten zu lassen, die auf den verpfändeten Immobilien lasten können.

Kapitel II. — Formalitäten die zu erfüllen sind von den Genossenschaften, die ein Darlehen nachsuchen.

Art. 40. Die Genossenschaften, die Vorschüsse vom landwirtschaftlichen Meliorationsfonds zu erhalten wünschen, müssen ihrem Gesuche folgende Schriftstücke beifügen:

1. ein Exemplar ihrer Statuten;
2. die Nummer des „Memorials“, worin die ge-

statuts ont été publiés ou dans lequel il est fait mention du dépôt des statuts au secrétariat de la commune conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900 sur les associations agricoles et à l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883 sur les associations syndicales ;

3° une liste des membres du comité-directeur, du conseil de surveillance et des membres de l'association ;

4° une copie du bilan ou du tableau sommaire des recettes et dépenses, ainsi que de l'inventaire du dernier exercice social ; ces copies doivent être certifiées conformes par le collège des administrateurs. L'inventaire doit renseigner le détail des valeurs mobilières et immobilières de l'association ainsi que des dettes ;

5° le programme détaillé des améliorations qui seront financées moyennant les fonds à emprunter. Les plans et devis sont à joindre à ce programme, afin de les faire approuver au préalable par le service prêteur.

Chapitre III. — Conditions générales.

Art. 41. La commission d'administration du Fonds d'améliorations agricoles statue, sans recours, sur toutes les demandes d'emprunt qui lui sont soumises en vertu de la loi organique, soit par les particuliers, soit par les associations.

Il fixe les garanties à fournir par les emprunteurs et détermine la forme suivant laquelle chaque opération doit être réalisée, en se conformant aux conditions générales fixées par la dite loi et le présent règlement.

Art. 42. Le taux d'intérêt à servir au fonds d'améliorations agricoles est fixé par arrêté ministériel. Pour le calcul des intérêts l'année est comptée à 360 jours et le mois à 30 jours.

Art. 43. Les annuités non payées à l'échéance porteront de plein droit intérêt de retard à partir du jour de l'échéance.

Le taux de l'intérêt de retard sera toujours d'au moins 3% supérieur au taux d'intérêt du prêt, sans qu'il puisse être inférieur à 6%.

Art. 44. Toutes les sommes dues par les particuliers et les associations au Fonds d'améliorations agricoles

nommés Statuten veröffentlicht sind oder worin die Hinterlegung der Statuten auf dem Gemeinde-sekretariate gemäß Art. 2 des Gesetzes vom 27. März 1900 über die landwirtschaftlichen Genossenschaften und gemäß Art. 6 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 über die landwirtschaftlichen Syndikate erwähnt ist ;

3. eine Liste der Vorstands-, Aufsichtsrats- und Genossenschaftsmitglieder ;

4. eine Abschrift der Bilanz oder der summarischen Aufstellung der Einnahmen und Ausgaben sowie des Inventars des letzten Geschäftsjahres. Diese Abschriften müssen von dem Verwaltungsrat für gleichlautend bescheinigt werden. Das Inventar muß im einzelnen die beweglichen und unbeweglichen Güter, sowie die Schulden der Gesellschaft aufzählen ;

5. das detaillierte Programm der Verbesserungen, die mit den zu entleihenden Geldern finanziert werden sollen. Diesem Programm sind die Pläne und Kostenanschläge beizufügen, damit die vorab von dem geldverleihenden Amte genehmigt werden.

Kapitel III. — Allgemeine Darlehensbedingungen.

Art. 41. Die Verwaltungskommission des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds entscheidet ohne Berufung über die Darlehnsgesuche, die ihm kraft des organischen Gesetzes entweder von Privaten oder von Genossenschaften unterbreitet werden.

Sie beschließt die von den Darlehnsnehmern zu bietenden Sicherheitsleistungen, sowie die Art und Weise, wie jede Operation getätigt werden muß, indem sie sich dabei an die durch das erwähnte Gesetz und dieses Reglement festgesetzten allgemeinen Bedingungen hält.

Art. 42. Der dem landwirtschaftlichen Meliorationsfonds von den Darlehnsnehmern zu zahlende Zinsfuß wird durch Ministerialbeschuß festgesetzt. Für die Zinsenberechnung wird das Jahr zu 360 Tagen und der Monat zu 30 Tagen angenommen.

Art. 43. Die bei Erfall nicht bezahlten Annuitäten tragen von Rechtswegen Verzugszinsen vom Fälligkeitstage an.

Der Satz der Verzugszinsen wird immer wenigstens 3% höher sein als der Zinssatz des Darlehens, ohne jedoch weniger als 6% betragen zu dürfen.

Art. 44. Alle dem landwirtschaftlichen Meliorationsfonds von den Privaten und den Genossenschaften

sont payables aux comptes-chèques postaux de ce dernier, à moins qu'un autre mode et lieu de paiement n'ait été convenu au contrat de prêt.

Les sommes échues peuvent également être récupérées par voie de mandat d'encaissement postal aux frais des emprunteurs.

Art. 45. Les intérêts et annuités dus par les particuliers et les associations sont payables, soit semestriellement, soit trimestriellement.

Les annuités seront calculées comme si elles étaient payables en une seule fois à la fin de l'année ; les fractions de l'annuité imputables sur le capital ne porteront intérêt au profit de l'emprunteur qu'à la fin de l'année courante.

Art. 46. L'amortissement des prêts consentis aux particuliers et aux associations commencera dès la première année après l'achèvement des travaux projetés. Toutefois, la commission peut reculer le terme initial de l'amortissement suivant la nature des prêts, sans que ce délai puisse dépasser trois ans.

Chapitre IV. — *De la puissance d'emprunt des particuliers et des conditions spéciales des prêts consentis à leur profit.*

Art. 47. Sans pouvoir dépasser les chiffres maxima fixés par le présent arrêté, le montant des prêts à consentir aux particuliers pourra atteindre 2/3 de la valeur minima des immeubles offerts en hypothèque.

Art. 48. L'emprunteur devra fournir de ses fonds personnels :

- 1° les frais d'instruction ;
- 2° les frais du contrat de prêt ;
- 3° la prime d'assurance-vie ;
- 4° la retenue qui sera déduite du montant du prêt ;

5° la différence entre le produit net de l'emprunt et le montant total de la dépense résultant de travaux à effectuer.

Art. 49. L'emprunteur est obligé à employer tous ses capitaux et valeurs mobilières et immobilières, autres que les immeubles hypothéqués et ceux qui servent à son exploitation ainsi que les meubles qui les garnissent et le train agricole, que ces valeurs et capitaux aient été acquis postérieurement ou antérieurement à l'allocation du prêt, au rembour-

gement des sommes empruntées sur le compte-chèque postal de ce dernier, à moins qu'un autre mode et lieu de paiement n'ait été convenu au contrat de prêt.

Les sommes échues peuvent également être récupérées par voie de mandat d'encaissement postal aux frais des emprunteurs.

Art. 45. Die von den Privaten und den Genossenschaften geschuldeten Zinsen und Annuitäten sind entweder semester- oder trimesterweise zahlbar.

Die Annuitäten werden berechnet, wie wenn sie in einer einzigen Zahlung am Ende des Jahres erfolgen würden; jener Teil der Annuität, der auf das Kapital zu verrechnen ist, wird erst vom Ende des laufenden Jahres ab für den Darlehnsnehmer zinstragend.

Art. 46. Die Tilgung der an Private und Genossenschaften bewilligten Darlehen beginnt am ersten Jahre nach Vollendung der projektierten Arbeiten. Die Kommission kann jedoch den Anfangstermin für die Tilgung nach der Art des Darlehens hinausschieben, ohne daß die gewährte Frist mehr als drei Jahre betragen darf.

Kapitel IV. — *Von der Höhe der Darlehen an Private und den besonderen Bedingungen dieser Darlehen.*

Art. 47. Ohne die durch diesen Beschluß festgesetzte Höchstziffern übersteigen zu dürfen, kann der Betrag der Darlehen zwei Drittel des Mindestwertes der zur Hypothek angebotenen Immobilien erreichen.

Art. 48. Der Darlehnsnehmer muß aus seinen persönlichen Mitteln aufbringen:

1. die Untersuchungskosten;
2. die Kosten des Darlehnsvertrages;
3. die Prämie der Lebensversicherung;
4. den Abzug, der von dem Betrag des Darlehens zurückbehalten wird;

5. den Unterschied zwischen dem Nettobetrag der Anleihe und der Gesamtausgabe für die auszuführenden Arbeiten.

Art. 49. Der Darlehnsnehmer ist verpflichtet, alle seine Kapitalien und beweglichen und unbeweglichen Werte, außer den verpfändeten Immobilien und denjenigen, die zu seinem Betriebe gehören, sowie dem Hausmobiliar und dem Ackerbaubrain, einerlei ob diese Werte und Kapitalien nach oder vor der Bewilligung des Darlehens erworben wurden, zur

sement total ou partiel de l'emprunt contracté auprès du Fonds d'améliorations agricoles. Toutefois l'emprunteur est autorisé à posséder un capital ou une valeur mobilière inférieure à 5.000 fr., à condition qu'il puisse justifier qu'il en ait besoin pour le placement de ses enfants.

Art. 50. Les emprunteurs sont obligés, sous peine de déchéance des termes leur accordés, de faire et tenir assurés contre les risques de l'incendie les bâtiments hypothéqués pour la totalité de leur valeur de construction.

Cette assurance doit être faite auprès d'une compagnie autorisée à opérer dans le Grand-Duché ; elle doit être maintenue pendant toute la durée du prêt.

En cas de retard de la part de l'emprunteur de payer la prime à son échéance, le prêteur sera autorisé à l'acquitter lui-même et à en ajouter l'import au montant de l'annuité à moins qu'il ne préfère en exiger le remboursement séparément et immédiatement.

Pour le cas où l'emprunteur aurait fait cesser l'assurance ou ne se serait pas mis en mesure de la renouveler, le prêteur aura le droit de faire assurer les bâtiments hypothéqués aux frais de l'emprunteur.

Ce dernier est obligé de justifier à toute réquisition du prêteur de l'existence de l'assurance et du paiement régulier de la prime.

Art. 51. Les emprunteurs devront jouir des biens hypothéqués en bon père de famille, faire toutes les réparations nécessaires à la conservation et à l'entretien des immeubles et les maintenir en bon état selon leur nature ; il leur est interdit de rien faire qui puisse altérer la valeur du gage.

Le prêteur a le droit, à toute époque, de faire constater aux frais de l'emprunteur l'état des immeubles qui ont été donnés en hypothèque.

Art. 52. Des délais de paiement dépassant six mois ne peuvent être accordés aux débiteurs en retard qu'avec l'assentiment de la commission d'administration du Fonds d'améliorations agricoles, sans préjudice des intérêts de retard.

Art. 53. Il est loisible à l'emprunteur de se libérer par anticipation, à toute époque et sans préavis ;

gänzlichen oder theilweisen Rückzahlung der beim landwirtschaftlichen Meliorationsfonds aufgenommenen Anleihen zu verwenden. Jedoch darf der Darlehensnehmer ein Kapital oder einen Mobilienwert von weniger als 5.000 Fr. besitzen unter der Bedingung, daß er nachweisen kann, daß er sie zur Unterbringung seiner Kinder benötigt.

Art. 50. Die Darlehensnehmer sind verpflichtet, unter Strafe des Verlustes der ihnen gewährten Termine, die verpfändeten Gebäude für ihren gesamten Bauwert gegen Feuergefahr versichern zu lassen und versichert zu halten.

Diese Versicherung muß bei einer Gesellschaft abgeschlossen werden, die zum Geschäftsbetrieb im Großherzogthum zugelassen ist; sie muß während der ganzen Dauer des Darlehens beibehalten werden.

Falls der Versicherungsnehmer die Prämie bei Erfall nicht bezahlt, ist der Geldverleiher ermächtigt sie selbst zu bezahlen und ihren Betrag der Annuität beizurechnen, wofür er nicht vorzieht, deren Rückzahlung getrennt und unverzüglich zu verlangen.

Für den Fall, wo der Darlehensnehmer die Versicherung würde aufhören lassen, oder nicht erneuern würde, ist der Geldverleiher berechtigt, die verpfändeten Gebäude auf Kosten des Darlehensnehmers versichern zu lassen.

Dieser letztere ist verpflichtet, auf jedes Verlangen des Geldverleihers nachzuweisen, daß die Versicherung weiter besteht und daß die Prämien regelmäßig bezahlt worden sind.

Art. 51. Die Darlehensnehmer müssen die verpfändeten Güter als guter Familienvater verwalten, alle zur Erhaltung und zum Unterhalt derselben erforderlichen Reparaturen vornehmen und sie ihrer Natur nach in gutem Zustande lassen; es ist ihnen untersagt, irgend etwas zu tun, was den Wert des Hauses vermindern könnte.

Der Geldverleiher ist jederzeit berechtigt, den Zustand der zur Hypothek gestellten Immobilien auf Kosten des Darlehensnehmers feststellen zu lassen.

Art. 52. Zahlungsausstand von mehr als sechs Monaten kann den säumigen Schuldnern nur mit Zustimmung der Verwaltungskommission des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds bewilligt werden, alles unbeschadet der Verzugszinsen.

Art. 53. Es steht dem Darlehensnehmer frei, zu jeder Zeit und ohne Kündigung seine Schuld vorzeitig

le montant d'un remboursement anticipé partiel ne peut être inférieur à 1.000 fr.

Chaque remboursement anticipé partiel aura pour effet d'abréger le temps fixé pour la libération de l'emprunteur; celui-ci ne pourra pas demander la réduction proportionnelle de l'annuité sans autre modification du temps exigé pour la libération.

Le compte sera établi à l'expiration de l'année courante; l'intérêt du capital remboursé sera cependant bonifié à partir du jour du remboursement jusqu'à la fin de l'année.

Art. 54. Nonobstant les termes de remboursement accordés aux emprunteurs et indépendamment des cas prévus par les lois et règlements, le Fonds d'améliorations agricoles a la faculté d'exiger encore dans les cas suivants le remboursement immédiat du prêt, en principal et accessoires, à savoir :

1° si le débiteur est en retard avec le paiement de deux semestres d'intérêts ou d'annuités ;

2° s'il tombe en état de faillite ou de déconfiture, ou si ses biens meubles ou immeubles font l'objet d'une saisie quelconque ;

3° lorsque par le fait de l'emprunteur, par sa faute ou sa négligence, ou lorsqu'en suite d'une détérioration ou dégradation éprouvées par l'immeuble, les sûretés données par le contrat ont été diminuées au point que la somme encore due au service dépasse les deux tiers de la valeur restante du gage hypothécaire ;

4° lorsque l'emprunteur aura fait des déclarations fausses ou mensongères en vue d'être admis au bénéfice de la loi sur le Fonds d'améliorations agricoles ;

5° lorsque l'emprunteur a négligé de déclarer soit l'existence de droits d'usufruit, d'habitation, de réméré, soit d'autres charges ou circonstances de nature à compromettre les intérêts du gage ;

6° en cas d'établissement d'un privilège au profit d'architectes, d'entrepreneurs et d'ouvriers chargés de faire aux immeubles des constructions ou réparations ;

7° en cas d'aliénation, de licitation, partage, donation ou échange, de tout ou partie des immeubles

abzutragen; der Betrag einer vorzeitigen Teilrückzahlung darf nicht weniger als 1.000 Fr. betragen.

Jede vorzeitige Teilrückzahlung bewirkt die Abkürzung der zur Tilgung der Anleihe vorgesehenen Frist; der Darlehensnehmer ist nicht berechtigt, eine entsprechende Herabsetzung der Annuität ohne Änderung der für die Rückzahlung der Anleihe vorgesehenen Frist zu verlangen.

Die Abrechnung wird erst am Jahresende aufgestellt; die Zinsen des vorzeitig zurückbezahlten Betrages werden jedoch vom Tage der Zahlung bis zum Jahresende vergütet.

Art. 54. Ungeachtet der den Darlehensnehmern gewährten Rückzahlungstermine und abgesehen von den in den Gesetzen und Reglementen vorgesehenen Fällen, kann der landwirtschaftliche Meliorationsfonds in folgenden Fällen die sofortige Rückzahlung des Darlehens an Kapital und Zinsen verlangen, nämlich :

1. wenn der Schuldner mit der Zahlung der Annuitäten oder Zinsen von zwei Semestern im Rückstande ist;

2. wenn er in Falliment oder Zahlungsunfähigkeit gerät oder wenn sein bewegliches oder unbewegliches Vermögen den Gegenstand irgend einer Pfändung bildet;

3. wenn durch eine Handlung des Darlehensnehmers, durch sein Verschulden oder seine Nachlässigkeit oder infolge einer Verschlechterung oder Beschädigung des Immobilien die durch den Vertrag bewilligten Sicherheiten derart vermindert wurden, daß die dem Amte noch geschuldete Summe zwei Drittel des noch verbleibenden Verkaufswertes des Hypothekpfandes übersteigt;

4. wenn der Darlehensnehmer falsche oder lügnerrische Angaben gemacht hat, um den Genuß der Vorteile des Gesetzes über den landwirtschaftlichen Meliorationsfonds zu erlangen;

5. wenn der Darlehensnehmer es unterlassen hat, das Vorhandensein von Ruhenießungs-, Wohnungs-, Rückkaufrechten oder auch anderer Lasten oder Umstände anzugeben, die geeignet sind, den Wert des Pfandes zu beeinträchtigen;

6. wenn zu Gunsten von Architekten, Unternehmern und Arbeitern die mit Bau- oder Reparaturarbeiten an den in Frage kommenden Immobilien betraut sind, ein Vorzugsrecht eingetragen worden ist;

7. wenn ohne vorausgegangenes Einvernehmen mit dem landwirtschaftlichen Meliorationsfonds die zum

donnés en garantie, à moins d'entente préalable avec le Fonds d'améliorations agricoles ;

8° en cas de dissimulation des causes d'hypothèques légales, de résolution et de rescision qui peuvent grever les dits biens ;

9° si le débiteur quitte le Grand-Duché sans esprit de retour ;

10° si les bâtiments hypothéqués ne sont pas dûment assurés contre les risques de l'incendie ;

11° si les fonds empruntés n'ont pas été employés à la destination voulue par la loi ;

12° si les travaux d'amélioration ne sont pas conformes aux plans présentés par l'emprunteur ;

13° si les indications de l'emprunteur quant à son revenu annuel, à ses capitaux et valeurs et au prix de revient des améliorations exécutées ne répondent pas à la réalité ;

14° si l'emprunteur n'emploie pas au moins le cinquième de son revenu effectif à l'amortissement respectivement au remboursement anticipé partiel de l'emprunt par lui contracté auprès du Fonds d'améliorations agricoles ;

15° si l'emprunteur dispose soit par lui-même soit par personne interposée de capitaux ou valeurs autres que les immeubles hypothéqués et ceux qui servent à son exploitation ainsi que les meubles qui les garnissent et le train agricole, et qu'il n'emploie pas ces capitaux et valeurs, en tant qu'ils dépassent la somme de cinq mille francs, à un remboursement anticipé partiel ou total de l'emprunt.

Art. 55. Sanctions. — Dans tous les cas énumérés ci-dessus, le prêt devient exigible de plein droit et sans mise en demeure préalable par la seule volonté du prêteur.

Dans les cas sub 4, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 l'emprunteur aura à payer en outre à titre de dommages-intérêts, un supplément égal à la différence d'intérêts de trois années entre le taux stipulé au contrat de prêt et celui des prêts du Crédit foncier de l'Etat, y compris l'allocation pour frais d'administration.

Ce supplément sera évalué dans l'inscription hypothécaire à requérir par le Fonds d'améliorations agricoles.

Unterpfand gestellten Immobilien ganz oder teilweise veräußert, liquidiert, geteilt, versenkt oder verkauft werden ;

8. im Falle der Verheimlichung des Bestehens von gesetzlichen Hypotheken, Auflösungs- oder Reszessionsrechten, welche die genannten Güter belasten können ;

9. wenn der Schuldner das Großherzogtum ohne die Absicht der Rückkehr verläßt ;

10. wenn die verpfändeten Gebäude nicht genügend gegen Brandschaden versichert sind ;

11. wenn die entliehenen Gelder nicht im Sinne des Gesetzes verwandt worden sind ;

12. wenn die ausgeführten Verbesserungsarbeiten den vom Darlehensnehmer vorgelegten Plänen nicht entsprechen ;

13. wenn die Angaben des Darlehensnehmers über sein jährliches Einkommen, seine Kapitalien und Mobilienwerte und den Kostenpunkt der ausgeführten Verbesserungsarbeiten der Wirklichkeit nicht entsprechen ;

14. wenn der Darlehensnehmer nicht wenigstens ein Fünftel seines tatsächlichen Einkommens zur Tilgung bzw. zur vorzeitigen Teilrückzahlung der von ihm beim landwirtschaftlichen Meliorationsfonds aufgenommenen Anleihe verwendet ;

15. wenn der Darlehensnehmer entweder durch sich selbst oder durch eine Zwischenperson über andere Kapitalien und Mobilienwerte verfügt als die verpfändeten Immobilien und diejenigen, die zu seinem Betriebe gehören, sowie das Hausmobilien und den Ackerbautrain und er diese Kapitalien oder Werte, sofern sie den Betrag von 5.000 Fr. übersteigen nicht zu einer vorzeitigen teilweisen oder gänzlichen Rückzahlung der Anleihe verwendet.

Art. 55. Strafbestimmungen. — In sämtlichen oben aufgezählten Fällen wird das Darlehen von Rechtswegen und ohne vorherige Inverzugsetzung durch den alleinigen Willen des Darlehensgebers fällig.

In den unter den Nummern 4, 10, 11, 12, 13, 14 und 15 aufgezählten Fällen hat der Darlehensnehmer außerdem als Entschädigung eine Mehrzahlung zu leisten, welche dem dreijährigen Zinsunterschied zwischen den im Darlehensvertrag vorgesehenen Satz und dem Zinsfuß der Anleihen bei der staatlichen Grundcreditanstalt mit Einschluß des Zuschlages für Verwaltungskosten entspricht.

Diese Mehrleistung wird in der vom landwirtschaftlichen Meliorationsfonds zu beantragenden Hypothekareinschreibung abgeköhft.

Art. 56. Dès le moment du déboursé toute avance faite par le Fonds d'améliorations agricoles notamment pour primes payées aux compagnies d'assurances et pour frais tendant, soit à la régularisation ou au recouvrement de la créance, soit à l'entretien ou à la conservation des immeubles hypothéqués, portera de plein droit intérêts au taux applicable au prêt.

Art. 57. Les emprunteurs sont toujours obligés solidairement à l'exécution de toutes les obligations par eux assumées au contrat de prêt. La créance du Fonds d'améliorations agricoles en vertu du contrat de prêt est toujours indivisible et pourra être réclamée pour le tout en principal et accessoires, y compris les frais de la signification prescrite par l'art. 877 du code civil, à chacun des héritiers ou représentants des débiteurs, conformément à l'art. 1221, n° 5, du code civil.

Art. 58. Les frais et honoraires des contrats de prêts y compris ceux des inscriptions hypothécaires sont à charge des emprunteurs.

Chapitre V. — *De la puissance d'emprunt des associations et des conditions spéciales des prêts leur consentis.*

Art. 59. Toutes les associations agricoles régulièrement constituées ayant pour objet les buts visés à l'art. 26 et se conformant aux dispositions de l'art. 40 du présent règlement, ont droit aux avances du Fonds d'améliorations agricoles jusqu'à concurrence d'une somme égale à cent fois le revenu cadastral total de tous les membres.

Le Fonds d'améliorations agricoles a un droit de contrôle illimité sur les opérations des sociétés emprunteuses.

Les fonds empruntés par les sociétés ne seront versés à celle-ci qu'au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'amélioration.

A ces fins, les associations doivent présenter à l'appui de chaque demande de fonds un état de situation établi et signé par un agent technique-surveillant des travaux qui permet de constater l'avancement des travaux.

Art. 56. Alle vom landwirtschaftlichen Meliorationsfonds gemachten Auslagen besonders jene für Zahlung der Prämien an die Versicherungsgesellschaften und für die durch Regelung oder Eintreibung der Schuldforderung oder für den Unterhalt der verpfändeten Immobilien entstandenen Unkosten sind von Rechtswegen vom Augenblick der gemachten Auslage zins tragend zu dem für das Darlehen geltenden Zinsfuße.

Art. 57. Die Darlehensnehmer sind immer solidarisches zur Ausführung aller von ihnen durch den Darlehensvertrag übernommenen Verpflichtungen gehalten. Die durch den Darlehensvertrag entstandene Schuldforderung des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds ist immer unteilbar und kann für das Ganze an Hauptsumme und Nebensachen mit Einschluß der Kosten für die durch Art. 877 des Bürgerlichen Gesetzbuches vorgeschriebenen Zustellung von jedem der Erben oder Rechtsnachfolger der Schuldner gemäß Art. 1221 Nr. 5 des Bürgerlichen Gesetzbuches gefordert werden.

Art. 58. Die Kosten und Honorare der Darlehensverträge mit Einschluß der Gebühren für die Hypothekeneintragungen sind zu Lasten der Darlehensnehmer.

Kapitel V. — *Von der Anleihefähigkeit der Genossenschaften und den besonderen Bedingungen der ihnen bewilligten Darlehen.*

Art. 59. Alle regelrecht gebildeten landwirtschaftlichen Genossenschaften, welche die in Art. 26 bezeichneten Zwecke verfolgen und sich den Bestimmungen des Art. 40 dieses Reglementes unterwerfen, haben Anspruch auf Vorschüsse seitens des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds bis zum Höchstbetrage der hundertfachen Summe des gesamten Katastralertrages aller Mitglieder.

Dem landwirtschaftlichen Meliorationsfonds steht ein unbegrenztes Kontrollrecht über die Operationen der Genossenschaft zu.

Die durch die Genossenschaften entliehenen Gelder werden denselben nur nach Maßgabe des Fortschreitens der Verbesserungsarbeiten ausbezahlt.

Zu diesem Zwecke müssen die Genossenschaften jedem Zahlungsgesuche eine durch den Techniker-Aufsicher angefertigte und unterschriebene Aufstellung beifügen, welche erlaubt festzustellen, wie weit die Arbeiten gediehen sind.

Art. 60. Les remboursements d'avances consenties en vertu de l'art. 59 qui précède, seront réglés de manière à maintenir le solde restant dû dans les limites fixées par ce dernier article. Le Fonds d'améliorations agricoles se réserve le droit de modifier les conditions de remboursement en cas d'augmentation du passif envers des tiers créanciers.

Art. 61. Le Fonds d'améliorations agricoles a le droit d'exiger à tout moment une garantie hypothécaire pour sûreté des obligations contractées envers lui par des associations agricoles. Les contrats de prêt ou actes d'ouverture de crédit doivent être passés devant notaire.

Art. 62. Indépendamment des cas d'exigibilité prévus par la loi, le capital prêté aux associations par le Fonds d'améliorations agricoles sera exigible de plein droit et sans mise en demeure préalable avant l'expiration du terme :

1° si la débitrice est en retard avec le paiement de deux semestres d'annuités ou d'intérêts ;

2° en cas de manquements quelconques aux prescriptions du présent arrêté ;

3° en cas d'inexécution par l'association des autres engagements prévus dans les statuts ;

4° en cas de dissolution de l'association.

Section VI. — Fixation de la retenue prévue par l'art. 6, n° 6 de la loi.

Art. 63. Afin de pouvoir constituer un fonds de réserve destiné à couvrir les pertes éventuelles du service, ce dernier est autorisé à retenir sur l'import en capital de chaque prêt les allocations suivantes :

1° s'il s'agit d'un particulier :

a) 1% du capital prêté si le revenu imposé de l'emprunteur est inférieur à 20.000 fr. ;

b) 1,50% du capital prêté, si le revenu imposé de l'emprunteur est inférieur à 30.000 fr.

c) 2% du capital prêté si le revenu imposé de l'emprunteur atteint ou dépasse 30.000 fr.

2° s'il s'agit d'une association :

1,50% uniformément du capital prêté.

Art. 60. Die Rückzahlungen der gemäß dem vor-
aufgehenden Art. 59 bewilligten Vorschüsse werden so geregelt, daß das noch geschuldete Saldo in den im selben Artikel festgelegten Grenzen bleibt. Der landwirtschaftliche Meliorationsfonds behält sich das Recht vor, im Falle einer Erhöhung der Passiva gegen Dritte Gläubiger die Rückzahlungsbedingungen abzuändern.

Art. 61. Der landwirtschaftliche Meliorationsfonds ist berechtigt, jederzeit zur Sicherstellung der ihm gegenüber von den landwirtschaftlichen Genossenschaften eingegangenen Verpflichtungen ein Hypothekarpfand zu verlangen. Die Darlehensverträge oder Krediteröffnungsurkunden, selbst ohne Bestellung einer Hypothek, müssen durch einen Notar aufgenommen werden.

Art. 62. Außer in den durch das Gesetz für die Rückforderung vorgesehenen Fällen wird das von dem landwirtschaftlichen Meliorationsfonds an die Genossenschaften geliehene Kapital von Rechtswegen ohne vorherige Inverzugsetzung vor Ablauf des Rückzahlungstermines fällig :

1. wenn die Genossenschaft mit der Zahlung von zwei halbjährlichen Annuitäten oder Zinstermine im Rückstande ist ;

2. bei irgendwelchem Verstoß gegen die Vorschriften des gegenwärtigen Beschlusses ;

3. bei Nichterfüllung seitens der Genossenschaft der andern durch ihre Satzungen vorgesehenen Verpflichtungen ;

4. im Falle der Auflösung der Genossenschaft.

Abchnitt VI. — Festsetzung des durch Art. 6, Nr. 6, des Gesetzes vorgesehenen Abzugs.

Art. 63. Zur Bildung eines Reservefonds, aus dem etwaige Verluste gedeckt werden sollen, ist das Amt berechtigt, auf dem Kapitalbetrag eines jeden Darlehens folgende Abzüge zu machen :

1. wenn es sich um Private handelt :

a) 1% des geliehenen Kapitals, wenn das besteuerte Einkommen des Darlehensnehmers weniger als 20.000 Fr. beträgt ;

b) 1,50% des geliehenen Kapitals, wenn das besteuerte Einkommen weniger als 30.000 Fr. beträgt ;

c) 2% des geliehenen Kapitals, wenn das besteuerte Einkommen des Darlehensnehmers 30.000 Fr. beträgt oder übersteigt.

2. wenn es sich um eine Genossenschaft handelt :

1,50% einheitlich des geliehenen Kapitals.

Section VII. — Du Fonds de réserve.

Art. 64. Les retenues opérées en vertu de l'art. 63 qui précède forment un fonds de réserve destiné à faire face aux pertes éventuelles.

Les fonds sont placés soit sur un livret d'épargne soit en Bons du Trésor ou en obligations de l'Etat du Grand-Duché.

Section VIII. — Conditions générales et tarifs des opérations d'assurance.

Art. 65. Il est loisible à chaque emprunteur de contracter au profit du Fonds d'améliorations agricoles une assurance temporaire sur la vie, en vue de garantir, en cas de décès avant l'expiration du terme, le remboursement de tout ou partie du solde restant dû par l'emprunteur au moment de son décès.

Art. 66. L'assurance dont il s'agit est contractée auprès des sociétés d'assurances à autoriser par le Gouvernement; elle est conclue moyennant le versement d'une prime unique qui est incorporée dans le capital prêté.

Cette prime dont le Fonds d'améliorations agricoles, fait l'avance à l'emprunteur, sera versée directement à la société d'assurance par le prêteur bénéficiaire lors de la passation du contrat d'assurance.

Art. 67. Le chiffre maximum du capital assuré ne peut pas dépasser le capital prêté, augmenté de la prime unique nécessaire pour assurer à la fois le chiffre du capital et celui de la prime.

Art. 68. Lorsque le prêt dépasse les 5/10 de la valeur vénale des immeubles, l'assurance prévue par l'article qui précède, est obligatoire, et doit porter au moins :

- a) sur toute la fraction du capital prêté excédant les 5/10 de cette valeur ;
- b) sur la prime unique nécessaire pour assurer à la fois cette fraction du capital et le montant de cette prime.

L'emprunteur peut être dispensé de contracter une assurance, s'il fournit une garantie hypothécaire suffisante pour couvrir la partie du capital prêté qui dépasse les 5/10 de la valeur vénale des immeubles.

Art. 69. Le tarif qui sert de base au calcul des

Abchnitt VII. — Vom Reservefonds.

Art. 64. Die gemäß vorstehendem Artikel 64 gemachten Abzüge bilden einen Reservefonds, der bestimmt ist, etwaige Verluste zu decken.

Die Gelder werden entweder auf ein Sparkassenbuch oder in Schatzscheinen oder Obligationen des Großh. Staates angelegt.

Abchnitt VIII. — Allgemeine Bedingungen und Tarife der Versicherungsoperationen.

Art. 65. Es steht jedem Darlehensnehmer frei, zu Gunsten des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds eine zeitweilige Lebensversicherung einzugehen, um dadurch für den Fall seines vor Ablauf des Zahlungs-termines eintretenden Todes die gänzliche oder teilweise Rückzahlung der noch verbleibenden Schuld sicher zu stellen.

Art. 66. Diese Versicherung wird bei den von der Regierung zu genehmigenden Versicherungsgesellschaften eingegangen; sie wird abgeschlossen mittels Zahlung einer einmaligen Prämie deren Betrag dem Darlehenskapital eingerechnet wird.

Diese Prämie wird vom landwirtschaftlichen Meliorationsfonds, dem Darlehensnehmer vorgestreckt und vom Verleiher bei Abschließung des Versicherungsvertrages direkt an die Versicherungsgesellschaft bezahlt.

Art. 67. Der Höchstbetrag der Versicherungssumme darf den Betrag des geliehenen Kapitals zuzüglich der einmaligen zur Versicherung des Kapitals und der Prämie erforderlichen Prämie nicht übersteigen.

Art. 68. Übersteigt das Darlehen fünf Zehntel des Verkaufswertes der Grundgüter, so wird die in den vorhergehenden Artikeln vorgesehene Versicherung obligatorisch und muß sich mindestens belaufen:

- a) auf den ganzen Bruchteil des geliehenen Kapitals, der fünf Zehntel des besagten Wertes übersteigt;
- b) auf die einmalige Prämie, die zur gleichzeitigen Versicherung dieses Bruchteiles des Kapitals und des Betrags der Prämie erforderlich ist.

Der Darlehensnehmer kann von der Verpflichtung zur Aufnahme einer Versicherung entbunden werden, wenn er eine hypothekarische Garantie stellt, die zur Deckung des fünf Zehntel des Verkaufswertes der Grundgüter übersteigenden Bruchteiles des geliehenen Kapitals ausreicht.

Art. 69. Der zur Berechnung der Versicherungs-

primes d'assurance est soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 70. Le Fonds d'améliorations agricoles d'une part, et l'emprunteur à assurer d'autre part, signent ensemble, chacun en ce qui le concerne, une déclaration qui doit notamment renseigner les noms, prénoms et profession, le lieu et la date de naissance de la personne à assurer, le capital à assurer, la désignation du bénéficiaire de l'assurance.

La déclaration doit en fournir toutes les indications nécessaires permettant à la société d'assurance d'apprécier la valeur du risque.

Art. 71. La conclusion d'une assurance doit être précédée d'un examen médical de la personne à assurer. Cet examen doit être passé par un médecin agréé par la société d'assurance. Le procès-verbal d'examen médical, dont le modèle est arrêté par la société d'assurance, fait partie intégrante du contrat d'assurance.

L'assurance produit son effet dès la signature de la police.

En cas de rejet total ou partiel de la proposition d'assurance, la décision ne devra pas être motivée.

Art. 72. En cas de remboursement anticipé total, la police d'assurance sera résiliée et l'emprunteur aura droit au remboursement de la valeur de rachat.

Section IX. — De l'émission et du remboursement des obligations et des autres mesures à prendre pour financer le Fonds d'améliorations agricoles.

Art. 73. Les obligations à émettre par l'Etat et destinées à fournir les fonds nécessaires au fonctionnement du Fonds d'améliorations agricoles porteront le nom de « Obligations de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, Emission dans l'intérêt du Fonds d'améliorations agricoles ».

Le montant nominal des obligations à mettre en circulation ne pouvant dépasser le montant des prêts consentis par le Fonds d'améliorations agricoles, il sera immédiatement procédé, soit par rachat à l'amiable, soit par tirage au sort, à un retrait correspondant d'obligations, lorsque par suite de remboursements anticipés la valeur de celles en

prämie dienende Tarif ist der Genehmigung der Regierung unterworfen.

Art. 70. Der landwirtschaftliche Meliorationsfonds einerseits und der zu versichernde Darlehensnehmer andererseits unterzeichnen zusammen, jeder insofern es ihn betrifft, eine Erklärung die besonders Namen, Vornamen, Stand, Ort und Datum der Geburt der zu versichernden Person, das zu versichernde Kapital, sowie den Benefizienten der Versicherung angeben muß.

Die Erklärung muß außerdem alle nötigen Angaben enthalten, um es der Versicherungsgesellschaft zu ermöglichen, die Höhe des Risikos zu bemessen.

Art. 71. Dem Abschluß der Versicherung muß eine ärztliche Untersuchung der zu versichernden Person vorausgehen. Diese Untersuchung muß durch einen von der Versicherungsgesellschaft genehmigten Arzt vorgenommen werden. Das Protokoll der ärztlichen Untersuchung, dessen Vordruck von der Versicherungsgesellschaft festgesetzt wird, bildet einen integrierenden Teil des Versicherungsvertrags.

Die Versicherung tritt gleich nach Unterzeichnung der Police in Kraft.

Im Falle einer gänzlichen oder teilweisen Ablehnung des Versicherungsantrags braucht der diesbezügliche Entscheid nicht begründet zu werden.

Art. 72. Bei vorzeitiger gänzlicher Rückzahlung wird die Versicherungspolice aufgelöst und der Darlehensnehmer hat Recht auf die Rückzahlung des Rückkaufwertes.

Abchnitt IX. — Von der Ausgabe und der Rückzahlung der Obligationen und den andern zur Finanzierung des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds zu treffenden Maßnahmen.

Art. 73. Die durch den Staat auszugebenden Obligationen, deren Erlös bestimmt ist, die für die Geschäfte des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds benötigten Gelder zu beschaffen, werden den Namen tragen „Obligationen des Großh. Luxemburgischen Staates—Ausgabe für die landwirtschaftlichen Verbesserungen“.

Da der Nennwert der in Umlauf zu setzenden Obligationen nicht höher sein darf als der Betrag der durch den landwirtschaftlichen Meliorationsfonds gewährten Darlehen, so wird, für den Fall, wo infolge vorzeitiger Rückzahlungen der Wert der umlaufenden Obligationen die Höhe der durch die Darlehensnehmer geschuldeten Summen übersteigt, zur Ausgleichung

circulation vient à dépasser le montant des sommes dues par les emprunteurs, à moins que le Gouvernement ne fasse temporairement un autre placement des sommes remboursées. Ce placement doit être fait au nom du Fonds d'améliorations agricoles.

Art. 74. Les obligations sont émises par l'Etat au taux à fixer par le Gouvernement ; la cote pourra être demandée à une ou plusieurs bourses.

Art. 75. Les obligations sont signées, au fur et à mesure de leur mise en circulation, par le directeur général des finances, et contresignées par le directeur de la Recette générale. — Ces signatures pourront être apposées au moyen d'une griffe.

Art. 76. Les obligations pourront être stipulées non remboursables avant une époque déterminée ; dans tous les cas elles doivent être remboursées dans un délai de 20 ans à partir de l'émission.

Art. 77. L'intérêt des obligations est payable par semestre ; il est valablement payé au porteur du coupon respectivement du certificat nominatif dont il sera question à l'article ci-après.

L'intérêt se prescrit après cinq ans à dater du jour de l'échéance du coupon.

Art. 78. Les obligations, quoique au porteur, pourront néanmoins être déposées contre certificat nominatif, conformément aux prescriptions de la loi du 5 juillet 1864 sur les certificats nominatifs de la Dette nationale du Grand-Duché.

Art. 79. Le paiement, tant des intérêts des obligations déposées que du capital de celles appelées au remboursement, est valablement fait au porteur du certificat sur la présentation qu'il en fait et sur sa quittance.

Art. 80. Pour le remplacement, le transfert, la mutation et le retrait des certificats nominatifs, seront observées les dispositions légales en vigueur pour les certificats nominatifs de la Dette publique.

Art. 81. Il ne sera perçu aucune rétribution pour

sofort, entweder durch Rückkauf aus freier Hand, oder durch Auslosung eine entsprechende Anzahl von Obligationen zurückgezogen, wofür die Regierung nicht zeitweilig eine anderweitige Anlage der zurückgezählten Gelder ermächtigt. Diese Anlage muß im Namen des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds vorgenommen werden.

Art. 74. Die Obligationen werden vom Staat zu dem von der Regierung festzusetzenden Zinsfuß ausgegeben ; ihre Einführung an einer oder mehreren Börsen kann beantragt werden.

Art. 75. Die Obligationen werden nach Maßgabe ihrer Innumulassung von dem General-Direktor der Finanzen unterschrieben und von dem Direktor der Generaleinnahme gegengezeichnet. Diese Unterschriften können durch einen Namensstempel aufgedrückt werden.

Art. 76. Es kann ausbedungen werden, daß diese Obligationen nicht vor einem bestimmten Zeitpunkte rückzahlbar sind ; jedenfalls aber müssen sie in einem Zeitraum von 20 Jahren von ihrer Ausgabe ab zurückgezahlt werden.

Art. 77. Die Zinsen der Obligationen sind halbjährlich zahlbar ; sie können rechtsgültig zu Händen des Inhabers des Coupons bezw. der im nachfolgenden Artikel erwähnten Nominativbescheinigung ausbezahlt werden.

Die Zinsen verjähren mit fünf Jahren, vom Fälligkeitstage der Coupons an, gerechnet.

Art. 78. Obgleich die Obligationen auf den Inhaber lauten, können sie dennoch gegen Nominativ-Bescheinigung hinterlegt werden, gemäß den Vorschriften des Gesetzes vom 5. Juli 1864 über die Nominativ-Bescheinigungen der Nationalschuld des Großherzogtums.

Art. 79. Die Zahlung sowohl der Zinsen der hinterlegten als auch des Kapitals der zur Rückzahlung aufgerufenen Obligationen geschieht rechtsgültig zu Händen des Inhabers der Nominativ-Bescheinigung gegen Vorzeigen dieser Bescheinigung und Quittung des Inhabers.

Art. 80. Auf die Ersetzung, die Übertragung, die Überschreibung und die Rücknahme der Nominativ-Bescheinigungen werden die für Nominativ-Bescheinigungen der öffentlichen Schuld geltenden gesetzlichen Bestimmungen in Anwendung gebracht.

Art. 81. Weder für die Ausgabe und die Rücknahme

l'émission et le retrait des certificats nominatifs, ni pour les transferts et mutations.

Art. 82. Le mode de rachat à l'amiable et du tirage au sort d'obligations est déterminé par le Gouvernement.

Les numéros sortis, ainsi que le jour fixé pour le remboursement sont affichés aux guichets de la Recette générale et des bureaux de poste ; ils sont en outre publiés dans le *Mémorial* et, le cas échéant, dans un ou plusieurs journaux.

Art. 83. Les obligations appelées au remboursement par la voie du sort cessent de plein droit de produire des intérêts à partir du jour fixé pour le remboursement ; elles sont à leur présentation marquées d'un timbre d'annulation ; elles sont détruites en présence d'un délégué du Gouvernement ; il est dressé procès-verbal de cette opération.

Art. 84. Les obligations sorties au tirage doivent, lors du remboursement, être munies de tous les coupons à échéance postérieure au jour fixé pour le remboursement, sinon le montant des coupons manquants sera déduit du capital de l'obligation à moins que le Gouvernement n'en décide autrement pour motifs d'équité.

Art. 85. Le paiement des coupons échus, ainsi que le remboursement des obligations sorties au tirage, se feront sans frais à la Caisse de la Recette générale et des autres receveurs de l'Etat.

Le Gouvernement pourra en outre désigner aux mêmes fins une ou plusieurs maisons de banque.

Art. 86. Toutes les autres conditions et modalités de l'émission des obligations, notamment celles se rapportant au montant et à l'époque de l'émission, au taux de l'intérêt et du remboursement, à l'époque de paiement des coupons, seront déterminées par le Gouvernement.

Art. 87. Le Gouvernement est en outre autorisé à se procurer les fonds nécessaires pour le fonctionnement du Fonds d'améliorations agricoles moyennant un emprunt à long terme à contracter aux conditions qu'il jugera convenir auprès de la Caisse d'épargne, des Etablissements d'assurances sociales ou d'un autre établissement financier.

Art. 88. Afin de pouvoir faire face à toutes les éventualités, le Gouvernement a également le droit

der Nominativ-Bescheinigungen, noch für deren Übertragung oder Überschreibung, wird eine Gebühr erhoben.

Art. 82. Der Modus des freihändigen Rückkaufs und der Auslosungsziehungen von Obligationen wird durch die Regierung bestimmt.

Die Nummern der gezogenen Obligationen, sowie das für die Rückzahlung festgesetzte Datum, werden an den Schaltern der Generaleinnahme und der Postämter durch Aufschlag bekannt gegeben; außerdem werden sie im „Memorial“ und, gegebenenfalls, in einer oder mehreren Zeitungen veröffentlicht.

Art. 83. Die durch Ziehung ausgelosten Obligationen hören von Rechtswegen mit dem für die Rückzahlung festgesetzten Tage auf, Zinsen zu tragen, sie werden bei ihrer Vorzeigung mit einem Annulierungssstempel versehen; sie werden in Gegenwart eines Vertreters der Regierung vernichtet. Diese Operation wird protokolларisch attiert.

Art. 84. Den ausgelosten Obligationen müssen bei ihrer Rückzahlung alle an einem späteren als dem zur Rückzahlung bestimmten Datum fällig werdenden Zinscoupons angeheftet sein; wenn nicht, wird der Betrag der fehlenden Coupons von dem Kapital in Abzug gebracht, wofür die Regierung aus Billigkeitsgründen nicht anders verfügt.

Art. 85. Die Zahlung der fälligen Coupons, sowie die Rückzahlung der ausgelosten Obligationen, erfolgt kostenlos an der Kasse der Generaleinnahme und der andern Staatseinknehmer.

Die Regierung kann außerdem ein oder mehrere Bankhäuser hiermit betrauen.

Art. 86. Alle andern Bedingungen und Modalitäten der Ausgabe von Obligationen, besonders jene, welche sich auf den Betrag und den Zeitpunkt der Ausgabe, den Zinsfuß, die Rückzahlung und die Zahlungstermine der Coupons beziehen, werden durch die Regierung bestimmt.

Art. 87. Die Regierung ist ferner ermächtigt, sich die zum Funktionieren des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds notwendigen Gelder durch eine unter den angebracht erscheinenden Bedingungen bei der Sparkasse, den Sozialversicherungsanstalten oder einem andern Finanzinstitut aufzunehmende langfristige Anleihe zu verschaffen.

Art. 88. Um allen Eventualitäten zu begegnen, ist die Regierung gleichfalls berechtigt, sich für die laufen-

de se faire ouvrir pour les besoins courants du service un crédit temporaire auprès des dits établissements financiers, ou bien d'émettre des Bons du Trésor à court terme. Ce crédit ne pourra cependant pas dépasser les sommes non couvertes par des émissions ou crédits à long terme.

Section X. — Franchise de port des correspondances officielles du service.

Art. 89. Les correspondances et envois de service public échangés entre les autorités et fonctionnaires dénommés au tableau annexé au présent arrêté, jouissent de la franchise de port dans les limites et conditions déterminées par l'arrêté royal grand-ducal du 1^{er} octobre 1879.

L'expédition de cette correspondance peut être faite sous enveloppe fermée.

Art. 90. Jouissent également de la franchise de port les envois de fonds à effectuer par le service aux particuliers.

Tableau

indiquant les autorités et fonctionnaires qui jouissent de la franchise de port et qui sont à ajouter au tableau annexé à l'arrêté royal grand-ducal du 1^{er} octobre 1879.

N^o 61⁵ — Fonds d'améliorations agricoles.

Le secrétaire.

Le Gouvernement.

Les fonctionnaires de l'administration de l'enregistrement.

Les fonctionnaires de l'administration des contributions et du cadastre.

Le président de la Chambre d'agriculture.

Le Service agricole.

Les présidents du Conseil d'administration des caisses publiques de crédit agricole et professionnel, ainsi que des associations agricoles, viticoles et horticoles.

Les conducteurs des travaux publics.

Les notaires.

Les experts du service.

Les juges de paix et leurs greffiers.

Les greffiers des tribunaux d'arrondissement.

Les commissaires de district.

Les bourgmestres, secrétaires et receveurs communaux.

Les agents comptables de la Caisse d'épargne.

Le Crédit foncier de l'Etat.

La Caisse d'épargne et le Service des habitations à bon marché.

den Bedürfnisse des Amtes bei den vorbenannten Finanzanstalten einen vorläufigen Kredit eröffnen zu lassen oder kurzfristig Schahscheine auszugeben. Dieser Kredit darf jedoch den nicht durch langfristige Anleihen oder Kredite gedeckten Betrag nicht übersteigen.

Abchnitt X. — Portofreiheit der dienstlichen Postsendungen des Amtes.

Art. 89. Der Austausch von dienstlichen Postsendungen zwischen den in dem diesem Beschlusse angefügten Verzeichnisse angegebenen Behörden und Beamten geschieht portofrei unter Beachtung der durch den Kgl.-Großh. Beschluß vom 1. Oktober 1879 vorgesehenen Grenzen und Bedingungen.

Diese Postsendungen können unter verschlossenem Briefumschlag gemacht werden.

Art. 90. Portofreiheit genießen ebenfalls die vom Amte an Private zu machenden Geldsendungen.

Verzeichnis

der Behörden und Beamten, die Portofreiheit genießen, und die dem als Anlage zum Kgl.-Großh. Beschluß vom 1. Oktober 1879 veröffentlichten Verzeichnis beizufügen sind:

Nr. 61⁵. — Landwirtschaftlicher Meliorationsfonds:

Der Sekretär.

Die Regierung.

Die Beamten der Einregistrierungsverwaltung.

Die Beamten der Steuer- und Katasterverwaltung.

Der Präsident der Landwirtschaftskammer.

Die Ackerbauverwaltung.

Die Präsidenten des Verwaltungsrates der öffentlichen landwirtschaftlichen und gewerblichen Kreditkassen sowie der Bauern-, Winzer- und Kleingartenbaugenossenschaften.

Die Baukondukteure.

Die Notare.

Die Experten des Amtes.

Die Friedensrichter und die Gerichtsschreiber.

Die Gerichtsschreiber der Bezirksgerichte.

Die Distriktskommissare.

Die Bürgermeister, Gemeindefekretäre und Gemeindecinnehmer.

Die Rendanten der Sparkasse.

Die Staats-Grundkreditanstalt.

Die Sparkasse und die Abteilung für billige Wohnungen.

La Recette générale.

Les membres de la commission d'administration du Fonds.

Les Etablissements d'assurances sociales.

Le Service des Logements populaires.

Section XI. — **Dispositions diverses.**

Art. 91. Le secrétaire du service est autorisé à réclamer l'assistance des fonctionnaires publics, des bourgmestres et secrétaires communaux qui tous sont invités à lui fournir les renseignements demandés dans l'intérêt du service.

Art. 92. Toutes les personnes qui participent d'une manière quelconque au service, même celles qui, en exécution de l'article qui précède, prêtent leur assistance, sont tenues de garder le secret tant des opérations de prêts projetées ou réalisées que des renseignements obtenus sur la situation privée des emprunteurs.

Art. 93. Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 16 août 1930.

Charlotte.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.

Arrêté du 18 août 1930, portant nomination des membres de la commission d'administration du Fonds d'améliorations agricoles.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

Vu l'art. 4 de la loi du 8 avril 1930, concernant la création d'un Fonds d'améliorations agricoles ;

Vu l'arrêté grand-ducal du 16 août 1930, portant exécution de la loi du 8 avril 1930, concernant la création d'un Fonds d'améliorations agricoles ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission d'administration du Fonds d'améliorations agricoles MM. :

1^o J. Glauden, chef du Service agricole, Luxembourg.

2^o E. Hamélius, conseiller d'Etat, Luxembourg.

3^o J. Kintzelé, cultivateur, Scherfenhof.

Die Generaleinnahme.

Die Mitglieder der Verwaltungskommission des Fonds.

Die sozialen Versicherungsanstalten.

Das Volkswohnungsamt.

Abchnitt XI. — **Verschiedene Bestimmungen.**

Art. 91. Der Sekretär des Amtes ist ermächtigt, die Mithilfe der öffentlichen Beamten, der Bürgermeister und der Gemeindefektäre in Anspruch zu nehmen, die alle aufgefordert sind, ihm die im Interesse des Amtes verlangten Auskünfte zu erteilen.

Art. 92. Alle Personen, die in irgend einer Weise an der Geschäftstätigkeit des Amtes teilnehmen, selbst jene, welche gemäß dem vorhergehenden Artikel ihre Mithilfe dazu leisten, sind gehalten, sowohl über die geplanten als auch über die getätigten Darlehensoperationen, sowie auch über die in betreff der Privatverhältnisse der Darlehensnehmer erhaltenen Auskünfte das Geheimnis zu wahren.

Art. 93. Unser Staatsminister, Präsident der Regierung, ist mit der Ausführung dieses Beschlusses, der im „Memorial“ veröffentlicht wird, betraut.

Luxemburg, den 16. August 1930.

Charlotte.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.

Beschluß vom 18. August 1930, betr. Ernennung der Mitglieder der Verwaltungskommission des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,

Nach Einsicht des Art. 4 des Gesetzes vom 4. April 1930, betreffend die Schaffung eines landwirtschaftlichen Meliorationsfonds ;

Nach Einsicht des Groß. Beschlusses vom 16. August 1930, betr. die Ausführung des Gesetzes vom 8. April 1930, über die Schaffung eines landwirtschaftlichen Meliorationsfonds ;

B e s c h l i e ß :

Art. 1. Zu Mitgliedern der Verwaltungskommission des landwirtschaftlichen Meliorationsfonds sind ernannt, die H. H. :

1. J. Glauden, Vorsteher der Ackerbauverwaltung, Luxembourg.

2. E. Hamélius, Staatsrat, Luxembourg.

3. J. Kintzelé, Landwirt, Scherfenhof

4° J.-P. Mathes, président de la Chambre de viticulture, Wormeldange.

5° J.-P. Mertz, directeur de la Fédération des associations agricoles, Luxembourg.

M. J. Glauden remplira les fonctions de président de la commission.

Art. 2. M. Mathias Putz, professeur de l'Ecole agricole d'Ettelbruck, est nommé secrétaire de la commission.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 18 août 1930.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.

Loi du 29 juillet 1930, accordant la naturalisation à M. Auguste Strottner, maître-tailleur à Luxembourg.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 3 juillet 1930 et celle du Conseil d'Etat du 4 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Auguste Strottner, maître-tailleur à Luxembourg, né à Deux-Ponts, le 17 décembre 1882.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Fischbach, le 29 juillet 1930.

Charlotte.

Pour le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,
Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.

4. J.-P. Mathes, Präsident der Winzrkammer, Wormeldingen.

5. J.-P. Mertz, Direktor des Allgemeinen Verbandes Landwirtschaftlicher Lokalvereine, Luxemburg.

H. J. Glauden führt den Vorsitz der Kommission.

Art. 2. Hr. Mathias Putz, Professor der Ackerbauschule zu Ettelbrück, ist zum Schriftführer der Kommission ernannt.

Art. 3. Dieser Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 18. August 1930.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.

Gesetz vom 29. Juli 1930, wodurch dem Hrn. August Strottner, Schneidermeister zu Luxemburg, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 3. Juli 1930, und derjenigen des Staatsrates vom 4. desselb. Monates, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgt ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Dem Hrn. August Strottner, Schneidermeister zu Luxemburg, geboren zu Zweibrücken, am 17. Dezember 1882, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Fischbach, den 29. Juli 1930.

Charlotte.

Für den General-Direktor der Justiz
und des Innern,
Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 5 août 1930 par M. Auguste Strottner, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la ville de Luxembourg et dont un exemplaire a été déposé à la division des affaires étrangères et de la justice. — 14 août 1930.

Loi du 29 juillet 1930, accordant la naturalisation à M. Mathias Hoesser, à Luxembourg-Limpertsberg.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Luxembourg, etc. etc. etc. ;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des Députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 3 juillet 1930 et celle du Conseil d'Etat du 4 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Mathias Hoesser, à Luxembourg-Limpertsberg, né à Wiersdorf (Prusse), le 3 janvier 1886.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Fischbach, le 29 juillet 1930.

Charlotte.

Pour le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,
Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848.)

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 7 août 1930 par M. Mathias Hoesser, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848).

Die durch vorstehendes Gesetz verliehene Naturalisation ist von Hrn. August Strottner am 5. August 1930 angenommen worden, wie aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Stadt Luxemburg aufgenommenen Protokolle hervorgeht, von dem ein Exemplar bei der Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist. — 14. August 1930.

Gesetz vom 29. Juli 1930, wodurch dem Hrn. Mathias Hoesser zu Luxembourg-Limpertsberg, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden, Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc. etc. ;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenversammlung ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenversammlung vom 3. Juli 1930, und derjenigen des Staatsrates vom 4. desselb. Monates, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgt ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Dem Hrn. Mathias Hoesser zu Luxembourg-Limpertsberg, geboren zu Wiersdorf (Preußen), am 3. Januar 1886, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Fischbach, den 29. Juli 1930.

Charlotte.

Für den General-Direktor der Justiz
und des Innern,
Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848).

Die durch vorstehendes Gesetz verliehene Naturalisation ist von Hrn. Mathias Hoesser am 7. August 1930 angenommen worden, wie aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Stadt

de la ville de Luxembourg, et dont un exemplaire a été déposé à la Division des affaires étrangères et de la justice. — 14 août 1930.

Loi du 29 juillet 1930, accordant la naturalisation à M. Guillaume Schaefer, électricien à Luxembourg-Weimerskirch.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 3 juillet 1930 et celle du Conseil d'Etat du 4 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Guillaume *Schaefer*, électricien à Luxembourg-Weimerskirch, né à Luxembourg, le 19 décembre 1890.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Fischbach, le 29 juillet 1930.

Charlotte.

*Pour le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,
Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848).

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 2 août 1930 par M. Guillaume *Schaefer*, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la ville de Luxembourg et dont un exemplaire a été déposé à la division des affaires étrangères et de la justice. — 14 août 1930.

Luxemburg aufgenommenen Protokolle hervorgeht, von dem ein Exemplar bei der Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist. — 14. August 1930.

Gesetz vom 29. Juli 1930, wodurch dem Hrn. Wilhelm Schaefer, Elektriker zu Luxembourg-Weimerskirch, die Naturalisation verliehen wird.

Wir **Charlotte**, von Gottes Gnaden Großherzogin zu Luxemburg, Herzogin in Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 3. Juli 1930, und derjenigen des Staatsrates vom 4. deselb. Monates, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgt ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziger Artikel. Dem Hrn. Wilhelm *Schaefer*, Elektriker zu Luxembourg-Weimerskirch, geboren zu Luxembourg, am 19. Dezember 1890, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Mémorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Fischbach, den 29. Juli 1930.

Charlotte.

*Für den General-Direktor der Justiz
und des Innern,
Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.*

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848).

Die durch vorstehendes Gesetz verliehene Naturalisation ist von Hrn. Wilhelm *Schaefer* am 2. August 1930 angenommen worden, wie aus einem am selbem Tage vom Hrn. Bürgermeister der Stadt Luxemburg aufgenommenen Protokolle hervorgeht, von dem ein Exemplar bei der Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist. — 14. August 1930.

Loi du 29 juillet 1930, accordant la naturalisation à M. Léonard Betzen, cultivateur à Fohhren.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 10 de la Constitution et les lois des 12 novembre 1848 et 27 janvier 1878, sur les naturalisations ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 3 juillet 1930 et celle du Conseil d'Etat du 4 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique. La naturalisation est accordée à M. Léonard Betzen, cultivateur à Fohhren, né à Freilingen (Prusse), le 29 septembre 1852.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Château de Fischbach, le 29 juillet 1930.

Charlotte.

*Pour le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,
Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

Date de l'acte d'acceptation.

(Art. 8 de la loi du 12 novembre 1848).

La naturalisation conférée par la loi publiée ci-dessus a été acceptée le 7 août 1930 par M. Léonard Betzen, ainsi que cela résulte d'un procès-verbal dressé le même jour par M. le bourgmestre de la commune de Fohhren, et dont un exemplaire a été déposé à la division des affaires étrangères et de la justice. — 14 août 1930.

Gesetz vom 29. Juli 1930, wodurch dem Hrn. Leonhard Bezen, Landwirt zu Fohhren, die Naturalisation verliehen wird.

Wir Charlotte, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 10 der Verfassung, sowie der Gesetze vom 12. November 1848 und 27. Januar 1878, über die Naturalisationen ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordneten-Kammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordneten-Kammer vom 3. Juli 1930, und derjenigen des Staatsrates vom 4. desselb. Monates, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgt ;

Haben verordnet und verordnen :

Einziges Artikel. Dem Hrn. Leonhard Bezen, Landwirt zu Fohhren, geboren zu Freilingen (Preußen), am 29. September 1852, wird hiermit die Naturalisation verliehen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Schloß Fischbach, den 29. Juli 1930.

Charlotte.

*Für den General-Direktor der Justiz
und des Innern,
Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.*

Datum der Annahme.

(Art. 8 des Gesetzes vom 12. November 1848).

Die durch vorstehendes Gesetz verliehene Naturalisation ist von Hrn. Leonhard Bezen am 7. August 1930 angenommen worden, wie aus einem am selben Tage vom Hrn. Bürgermeister der Gemeinde Fohhren aufgenommenen Protokolle hervorgeht, von dem ein Exemplar bei der Abteilung für Auswärtige Angelegenheiten und Justiz hinterlegt ist. — 14. August 1930.

Avis. — Crédit foncier de l'Etat. — Grand-Duché de Luxembourg.

En suite du quinzième tirage au sort, du 18 juillet 1930, les obligations foncières 3½ %, dont les numéros suivent, sont remboursables au 1^{er} octobre 1930, date dès laquelle l'intérêt cessera de courir.

Le paiement se fait au pair, sans frais, soit à la caisse du Crédit foncier de l'Etat à Luxembourg, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, contre remise des titres munis du talon et de tous les coupons à échoir (N° 59 du 1^{er} avril 1931 et ss.).

Litt. A, 182 obligations de 200 fr.

80	1144	2478	3459	4337	5565	6447	7925	9306	10793
88	1218	2481	3552	4471	5574	6498	7937	9319	11167
167	1226	2486	3618	4517	5670	6585	8043	9361	11312
178	1335	2584	3713	4630	5681	6610	8066	9489	11316
239	1346	2645	3783	4713	5715	6674	8114	9517	11362
253	1477	2778	3836	4723	5721	6694	8177	9605	11373
321	1483	2788	3837	4781	5753	6726	8284	9617	11388
354	1485	2819	3851	4797	5756	6749	8340	9934	11429
426	1568	2822	3898	4992	5811	6817	8358	9978	11516
431	1628	2868	4006	5032	5890	6863	8371	10178	11745
508	1867	2911	4099	5054	6027	6939	8471	10272	11766
658	1937	2942	4109	5080	6065	7002	8503	10273	—
691	2055	2974	4155	5103	6129	7038	8602	10447	—
765	2080	2979	4157	5139	6162	7059	8665	10506	—
776	2135	3007	4206	5274	6201	7232	8676	10526	—
868	2157	3098	4265	5282	6211	7400	9058	10605	—
986	2215	3282	4284	5463	6241	7416	9123	10710	—
989	2246	3308	4296	5529	6359	7532	9248	10725	—
1093	2270	3415	4305	5536	6416	7651	9280	10764	—

Litt. B, 576 obligations de 500 fr.

16	1258	1805	3162	4211	4687	5994	7282	8106	9071
234	1286	1883	3271	4264	4798	6061	7313	8279	9084
241	1302	1884	3273	4305	4805	6096	7335	8288	9126
276	1330	1890	3490	4332	4821	6104	7387	8355	9130
527	1473	1991	3608	4348	4951	6142	7416	8386	9133
577	1508	2050	3677	4439	4994	6172	7453	8444	9144
744	1539	2069	3693	4452	5360	6188	7549	8533	9148
757	1565	2094	3778	4462	5470	6271	7581	8546	9233
844	1577	2432	3940	4482	5583	6598	7583	8603	9263
935	1586	2633	4000	4569	5586	6646	7649	8606	9406
945	1656	2819	4009	4615	5654	6653	7710	8699	9428
1022	1671	2857	4036	4623	5720	6668	7728	8810	9504
1027	1726	2863	4051	4643	5740	6747	7929	8882	9630
1069	1737	2943	4065	4657	5742	6967	8060	8974	9660
1163	1751	3107	4190	4661	5786	7011	8080	9014	9680
1206	1787	3151	4203	4669	5960	7245	8095	9037	9785

9864	12763	15368	17921	20348	23465	26561	29161	31800	33490
9938	12910	15539	17965	20523	23476	26579	29221	31874	33522
9948	12923	15566	18036	20632	23590	26589	29242	31885	33542
10120	12947	15597	18088	20839	23669	26592	29272	32025	33608
10151	13048	15616	18102	20924	23697	26809	29325	32066	33696
10157	13084	15658	18189	20928	23766	26843	29407	32090	33721
10178	13212	15661	18205	20946	23817	26848	29436	32116	33810
10233	13371	15670	18229	21155	23876	26865	29578	32162	33879
10311	13389	15715	18287	21283	23917	26937	29614	32174	33919
10424	13499	15718	18323	21373	23933	26975	29618	32294	33921
10721	13589	15770	18496	21454	24188	27018	29627	32357	33992
10751	13673	15800	18542	21536	24353	27032	29651	32488	34022
10975	13702	15832	18546	21567	24402	27212	29731	32547	34036
11096	13864	15981	18551	21644	24537	27312	29893	32587	34070
11186	13891	15985	18615	21646	24607	27387	30113	32617	34155
11233	14014	16020	18662	21759	24626	27433	30160	32638	34309
11257	14066	16101	18678	21902	24693	27467	30318	32702	34351
11261	14116	16135	18788	21994	24828	27470	30328	32706	34425
11353	14131	16189	18931	22248	24881	27524	30445	32715	34464
11358	14155	16239	18993	22261	24946	27669	30573	32752	34525
11369	14202	16329	19134	22340	24950	27707	30712	32846	34598
11433	14239	16338	19138	22346	24967	27771	30737	32911	34624
11497	14295	16364	19178	22462	25024	27871	30787	32938	34641
11702	14351	16398	19214	22495	25093	27949	30877	32979	34654
11725	14388	16439	19469	22499	25096	27957	30911	32992	34750
11758	14392	16670	19476	22532	25155	28043	31036	32998	34752
11857	14421	16679	19485	22573	25252	28049	31053	33000	34774
11864	14458	16686	19486	22574	25342	28086	31135	33043	34843
11983	14572	16843	19491	22576	25453	28173	31139	33099	34890
12022	14633	16899	19656	22579	25458	28185	31294	33112	34901
12081	14730	17070	19663	22597	25471	28496	31351	33134	35336
12129	14896	17269	19713	22850	25763	28569	31408	33162	35359
12214	14903	17288	19816	22974	25825	28709	31472	33214	35370
12240	14904	17345	19912	23200	25884	28758	31562	33255	35503
12253	14957	17403	19953	23209	26024	28913	31571	33292	35713
12350	14969	17525	19995	23217	26223	28934	31581	33318	35746
12547	15053	17570	20011	23228	26351	28948	31586	33391	35905
12551	15108	17615	20025	23237	26408	28972	31590	33417	35922
12560	15139	17664	20053	23346	26412	29005	31645	33429	—
12575	15198	17667	20188	23348	26449	29011	31747	33441	—
12673	15293	17804	20222	23390	26480	29038	31758	33452	—
12743	15312	17917	20293	23403	26522	29114	31769	33472	—

Litt. C, 263 obligations de 1.000 fr.

9	299	616	750	999	1439	1823	1974	2360	2786
21	320	626	787	1019	1623	1837	2090	2447	2798
58	417	635	936	1029	1637	1845	2183	2405	2834
63	504	643	946	1032	1805	1867	2190	2546	2989
166	577	749	969	1285	1811	1920	2231	2770	3084

3216	4932	6103	6987	8873	10776	11603	12524	13444	15396
3356	5079	6142	7122	8997	10796	11656	12553	13512	15502
3364	5100	6143	7203	9004	10828	11747	12573	13760	15592
3390	5166	6308	7333	9072	10918	11801	12598	14044	15607
3486	5174	6344	7375	9105	10951	11871	12636	14277	15611
3670	5330	6362	7450	9152	10953	11881	12714	14312	15718
3690	5346	6417	7573	9204	11059	11921	12830	14336	15724
3821	5387	6494	7575	9216	11082	11952	12873	14497	15741
3883	5428	6520	7706	9409	11120	12037	13018	14556	16041
3913	5474	6574	7802	9633	11174	12082	13065	14585	16070
4080	5528	6601	7879	9648	11178	12087	13066	14586	16102
4172	5567	6645	7920	9684	11232	12100	13067	14754	16118
4197	5658	6693	8004	9821	11259	12128	13069	14767	16135
4232	5683	6754	8058	9850	11280	12160	13093	14912	16413
4285	5717	6773	8170	9910	11289	12217	13100	14948	16501
4301	5763	6833	8336	10173	11374	12235	13253	15057	—
4432	5808	6838	8376	10212	11392	12307	13314	15089	—
4552	5908	6850	8511	10293	11400	12330	13335	15103	—
4648	5951	6855	8569	10369	11428	12379	13338	15113	—
4733	6020	6902	8641	10447	11524	12383	13409	15179	—
4858	6052	6910	8665	10621	11541	12390	13418	15267	—
4868	6087	6926	8683	10763	11558	12411	13435	15295	—

Liste des obligations sorties aux tirages précédents et non encore présentées au remboursement à ce jour.

Litt. A, de 200 fr.

12 (12)	581 (12)	953 (10)	1516 (13)	1951 (13)	2352 (12)	2775 (14)	3163 (12)
26 (12)	602 (13)	968 (13)	1520 (8)	1961 (12)	2356 (10)	2785 (14)	3172 (14)
29 (9)	601 (11)	970 (13)	1542 (10)	1962 (12)	2398 (6)	2790 (12)	3173 (8)
63 (11)	610 (12)	971 (12)	1567 (4)	1982 (11)	2453 (12)	2793 (11)	3225 (14)
94 (11)	614 (10)	1013 (14)	1571 (14)	1993 (12)	2454 (8)	2798 (13)	3267 (14)
107 (14)	615 (13)	1042 (10)	1579 (14)	2021 (10)	2457 (8)	2803 (12)	3376 (14)
108 (13)	621 (12)	1064 (12)	1584 (12)	2035 (12)	2484 (12)	2841 (12)	3390 (9)
131 (12)	640 (5)	1097 (14)	1586 (13)	2038 (14)	2515 (12)	2857 (12)	3405 (12)
212 (12)	641 (8)	1098 (14)	1591 (14)	2046 (12)	2527 (13)	2858 (14)	3418 (14)
259 (14)	667 (10)	1103 (12)	1616 (12)	2052 (12)	2566 (14)	2910 (12)	3424 (12)
281 (8)	678 (13)	1157 (14)	1623 (10)	2057 (12)	2567 (12)	2924 (13)	3437 (14)
308 (10)	679 (14)	1175 (14)	1655 (12)	2058 (12)	2582 (12)	2926 (12)	3461 (8)
336 (14)	687 (14)	1181 (4)	1680 (13)	2145 (13)	2604 (12)	2962 (10)	3467 (12)
347 (10)	707 (12)	1268 (12)	1702 (14)	2148 (13)	2609 (13)	2996 (12)	3476 (8)
377 (13)	740 (14)	1337 (11)	1729 (14)	2197 (13)	2631 (14)	3000 (10)	3497 (12)
380 (12)	794 (10)	1367 (14)	1748 (11)	2227 (12)	2667 (12)	3010 (9)	3511 (12)
491 (13)	800 (14)	1387 (12)	1781 (12)	2275 (13)	2682 (11)	3046 (14)	3536 (13)
500 (13)	813 (12)	1410 (13)	1784 (10)	2277 (12)	2685 (13)	3095 (14)	3542 (11)
515 (13)	814 (12)	1428 (12)	1822 (12)	2285 (12)	2701 (12)	3107 (14)	3593 (13)
519 (14)	842 (12)	1446 (12)	1824 (13)	2294 (12)	2707 (8)	3108 (5)	3606 (12)
536 (11)	844 (14)	1452 (13)	1835 (12)	2304 (12)	2738 (9)	3112 (11)	3656 (12)
542 (13)	855 (12)	1466 (12)	1898 (13)	2332 (12)	2763 (12)	3132 (7)	3679 (12)
559 (12)	896 (12)	1470 (14)	1911 (12)	2345 (14)	2774 (13)	3145 (12)	3689 (12)

3696 (12)	4292 (5)	5250 (10)	6131 (14)	7027 (12)	8033 (12)	8805 (13)	9566 (13)
3712 (12)	4316 (12)	5260 (13)	6176 (11)	7037 (12)	8036 (14)	8835 (12)	9583 (10)
3716 (12)	4320 (12)	5307 (14)	6185 (11)	7039 (12)	8053 (13)	8868 (14)	9588 (12)
3717 (13)	4367 (12)	5308 (12)	6187 (14)	7060 (14)	8075 (13)	8870 (13)	9595 (12)
3730 (14)	4383 (13)	5316 (12)	6212 (12)	7086 (13)	8077 (12)	8890 (13)	9609 (13)
3732 (11)	4440 (13)	5318 (14)	6214 (12)	7101 (14)	8090 (13)	8907 (12)	9613 (12)
3746 (12)	4494 (7)	5352 (11)	6218 (12)	7105 (9)	8110 (14)	8939 (12)	9677 (12)
3760 (14)	4502 (4)	5357 (12)	6228 (14)	7167 (14)	8118 (12)	8950 (14)	9749 (12)
3784 (13)	4506 (12)	5444 (14)	6258 (14)	7197 (11)	8123 (12)	8955 (11)	9756 (13)
3813 (14)	4536 (8)	5468 (12)	6269 (12)	7228 (12)	8146 (13)	8979 (12)	9769 (12)
3881 (12)	4545 (12)	5483 (12)	6285 (12)	7258 (8)	8151 (13)	8980 (14)	9789 (12)
3886 (13)	4552 (12)	5501 (9)	6289 (10)	7267 (12)	8162 (14)	8999 (14)	9804 (9)
3891 (14)	4556 (11)	5524 (12)	6316 (13)	7298 (13)	8173 (12)	9008 (13)	9817 (14)
3915 (12)	4560 (10)	5526 (12)	6317 (11)	7325 (14)	8189 (14)	9026 (12)	9833 (12)
3917 (12)	4583 (10)	5557 (13)	6326 (12)	7335 (13)	8197 (14)	9075 (12)	9859 (12)
3929 (12)	4690 (14)	5560 (13)	6335 (12)	7355 (11)	8204 (12)	9087 (11)	9892 (12)
3932 (12)	4734 (12)	5561 (12)	6351 (7)	7373 (10)	8231 (8)	9122 (14)	9895 (10)
3947 (12)	4774 (14)	5566 (13)	6360 (13)	7435 (12)	8235 (11)	9127 (14)	9900 (14)
3950 (12)	4784 (11)	5576 (10)	6383 (8)	7437 (12)	8241 (14)	9137 (13)	9902 (13)
3967 (12)	4790 (13)	5588 (13)	6391 (12)	7443 (12)	8247 (12)	9153 (6)	9939 (12)
3969 (12)	4792 (10)	5641 (13)	6443 (12)	7446 (12)	8288 (11)	9176 (14)	9989 (11)
3970 (13)	4826 (12)	5676 (13)	6467 (13)	7496 (12)	8302 (12)	9192 (8)	9990 (14)
3984 (13)	4829 (12)	5700 (12)	6476 (12)	7499 (12)	8307 (12)	9194 (12)	9992 (11)
3996 (7)	4852 (13)	5709 (14)	6485 (14)	7515 (13)	8309 (12)	9202 (12)	9993 (12)
4000 (14)	4856 (14)	5727 (12)	6515 (12)	7554 (11)	8329 (12)	9206 (14)	10044 (13)
4028 (14)	4868 (12)	5746 (14)	6523 (12)	7573 (6)	8338 (4)	9215 (8)	10089 (12)
4031 (13)	4870 (12)	5752 (13)	6580 (12)	7582 (12)	8366 (14)	9217 (8)	10095 (14)
4034 (12)	4879 (14)	5780 (12)	6584 (13)	7614 (12)	8367 (8)	9226 (12)	10101 (7)
4036 (14)	4919 (12)	5786 (13)	6593 (12)	7616 (12)	8406 (14)	9261 (13)	10107 (12)
4041 (8)	4923 (12)	5805 (12)	6598 (12)	7618 (12)	8433 (13)	9270 (13)	10128 (14)
4042 (12)	4997 (12)	5814 (4)	6636 (7)	7687 (12)	8445 (12)	9271 (11)	10151 (13)
4045 (12)	4998 (13)	5828 (14)	6640 (12)	7702 (12)	8513 (12)	9278 (14)	10156 (13)
4061 (7)	5005 (12)	5833 (12)	6669 (12)	7706 (13)	8609 (14)	9287 (12)	10161 (12)
4074 (12)	5010 (12)	5837 (10)	6704 (12)	7747 (14)	8619 (11)	9298 (12)	10182 (14)
4116 (13)	5015 (11)	5848 (12)	6716 (13)	7790 (9)	8634 (13)	9301 (12)	10188 (10)
4136 (13)	5055 (14)	5853 (12)	6720 (12)	7818 (13)	8651 (14)	9356 (13)	10231 (13)
4138 (12)	5056 (11)	5862 (12)	6725 (14)	7827 (14)	8656 (13)	9394 (12)	10240 (13)
4141 (11)	5065 (10)	5866 (14)	6761 (12)	7831 (13)	8667 (12)	9408 (12)	10242 (14)
4163 (14)	5066 (12)	5879 (14)	6782 (14)	7855 (8)	8668 (11)	9430 (11)	10291 (14)
4180 (8)	5067 (14)	5919 (9)	6814 (9)	7869 (12)	8682 (14)	9492 (12)	10356 (14)
4193 (12)	5121 (14)	5968 (13)	6833 (14)	7874 (13)	8685 (14)	9504 (11)	10381 (13)
4231 (8)	5131 (11)	5974 (14)	6835 (13)	7893 (13)	8686 (13)	9528 (13)	10388 (14)
4232 (12)	5161 (12)	5976 (13)	6846 (12)	7910 (14)	8750 (11)	9531 (10)	10395 (12)
4233 (12)	5184 (11)	6001 (12)	6906 (14)	7965 (14)	8752 (14)	9532 (12)	10404 (13)
4263 (8)	5207 (8)	6017 (12)	6941 (14)	7968 (12)	8759 (14)	9536 (11)	10429 (4)
4264 (13)	5230 (14)	6084 (10)	6992 (12)	7994 (14)	8769 (11)	9545 (14)	10436 (12)
4267 (12)	5235 (10)	6087 (13)	7004 (14)	8011 (12)	8770 (13)	9548 (12)	10437 (10)
4276 (14)	5237 (12)	6101 (13)	7013 (13)	8031 (13)	8786 (14)	9551 (12)	10443 (12)

10444 (12)	10631 (11)	10806 (12)	10890 (12)	11019 (13)	11307 (12)	11427 (12)
10445 (10)	10657 (12)	10810 (14)	10900 (14)	11071 (8)	11317 (14)	11443 (12)
10470 (7)	10694 (4)	10821 (12)	10922 (12)	11158 (12)	11343 (12)	11484 (12)
10480 (14)	10730 (8)	10826 (7)	10968 (12)	11170 (12)	11403 (9)	11520 (12)
10511 (14)	10732 (5)	10865 (14)	10972 (11)	11256 (14)	11416 (10)	11538 (9)
10538 (12)	10739 (10)	10873 (13)	11007 (11)	11273 (10)	11421 (12)	11570 (12)
10621 (13)	10774 (12)	10879 (13)	11018 (12)	11278 (12)	11424 (12)	11742 (12)

Litt. B, de 500 jr.

10 (13)	831 (12)	1443 (11)	2417 (7)	3073 (14)	3702 (14)	4284 (13)	4844 (11)
33 (12)	838 (12)	1452 (14)	2419 (8)	3075 (13)	3706 (14)	4293 (14)	4860 (2)
42 (12)	863 (9)	1465 (13)	2420 (12)	3102 (13)	3720 (14)	4314 (12)	4861 (8)
47 (14)	875 (12)	1515 (12)	2422 (12)	3126 (12)	3722 (14)	4315 (12)	4863 (11)
67 (11)	921 (12)	1563 (14)	2451 (14)	3138 (12)	3731 (11)	4322 (12)	4864 (12)
89 (12)	939 (13)	1575 (12)	2457 (12)	3144 (12)	3740 (12)	4371 (12)	4866 (3)
103 (12)	951 (10)	1603 (12)	2468 (12)	3147 (12)	3800 (12)	4398 (12)	4871 (13)
105 (12)	957 (8)	1613 (14)	2482 (13)	3148 (12)	3810 (12)	4404 (11)	4882 (12)
116 (12)	979 (13)	1632 (12)	2510 (12)	3160 (14)	3815 (14)	4418 (5)	4893 (14)
153 (13)	986 (13)	1720 (14)	2511 (13)	3179 (12)	3835 (7)	4421 (13)	4902 (14)
163 (11)	991 (11)	1764 (12)	2606 (12)	3181 (13)	3837 (8)	4428 (14)	4929 (13)
165 (14)	1013 (12)	1775 (12)	2607 (12)	3184 (14)	3874 (7)	4442 (12)	4937 (11)
209 (14)	1015 (14)	1776 (12)	2608 (12)	3191 (12)	3886 (14)	4443 (14)	4941 (12)
224 (14)	1021 (14)	1858 (10)	2616 (12)	3192 (11)	3899 (6)	4449 (13)	4963 (10)
233 (14)	1030 (12)	1892 (13)	2681 (11)	3196 (8)	3904 (13)	4451 (12)	4990 (12)
263 (13)	1043 (10)	1928 (14)	2683 (12)	3276 (12)	3956 (13)	4464 (12)	4996 (12)
281 (14)	1066 (13)	1956 (14)	2694 (14)	3280 (9)	3973 (12)	4486 (9)	4999 (9)
327 (13)	1077 (12)	1959 (12)	2708 (12)	3283 (13)	3984 (14)	4497 (12)	5007 (12)
349 (12)	1093 (11)	1967 (14)	2722 (12)	3308 (14)	4003 (14)	4503 (12)	5024 (11)
398 (12)	1100 (13)	1973 (13)	2751 (14)	3309 (14)	4039 (12)	4527 (13)	5055 (12)
401 (13)	1126 (12)	2013 (12)	2796 (12)	3312 (12)	4084 (11)	4531 (12)	5069 (12)
407 (14)	1132 (13)	2015 (12)	2837 (7)	3323 (12)	4101 (12)	4536 (11)	5074 (14)
450 (13)	1149 (13)	2088 (13)	2842 (14)	3346 (13)	4121 (13)	4547 (13)	5084 (11)
463 (12)	1153 (12)	2108 (12)	2861 (12)	3367 (11)	4147 (14)	4548 (12)	5125 (14)
473 (11)	1156 (12)	2123 (12)	2884 (12)	3376 (8)	4154 (13)	4550 (11)	5158 (10)
565 (13)	1157 (14)	2135 (12)	2892 (14)	3396 (12)	4155 (13)	4551 (12)	5175 (8)
597 (12)	1179 (14)	2161 (8)	2908 (14)	3397 (12)	4167 (12)	4567 (12)	5185 (14)
655 (12)	1202 (9)	2167 (12)	2911 (14)	3419 (12)	4178 (13)	4570 (14)	5219 (12)
656 (10)	1229 (13)	2222 (11)	2916 (13)	3424 (12)	4182 (12)	4589 (10)	5291 (13)
673 (13)	1247 (14)	2227 (12)	2924 (14)	3425 (6)	4199 (12)	4646 (14)	5300 (8)
703 (12)	1292 (10)	2234 (11)	2936 (11)	3438 (12)	4209 (12)	4666 (12)	5310 (14)
713 (14)	1301 (12)	2287 (14)	2946 (10)	3475 (13)	4212 (14)	4689 (12)	5325 (13)
722 (14)	1305 (14)	2290 (13)	2952 (8)	3594 (12)	4217 (12)	4690 (13)	5388 (12)
759 (14)	1309 (8)	2293 (13)	2960 (11)	3607 (11)	4218 (12)	4729 (12)	5433 (14)
760 (13)	1320 (13)	2305 (12)	2991 (12)	3653 (9)	4223 (12)	4750 (14)	5439 (13)
761 (13)	1327 (12)	2328 (12)	2992 (14)	3674 (11)	4238 (12)	4771 (11)	5449 (13)
780 (14)	1329 (10)	2351 (13)	3059 (12)	3678 (12)	4245 (14)	4782 (7)	5462 (13)
786 (11)	1359 (12)	2352 (12)	3064 (11)	3695 (13)	4250 (11)	4784 (12)	5473 (12)
822 (14)	1387 (13)	2360 (13)	3070 (9)	3700 (11)	4279 (10)	4832 (14)	5494 (14)

5520 (7)	6537 (12)	7590 (14)	8487 (8)	9431 (14)	10252 (12)	11269 (13)	12254 (13)
5558 (12)	6541 (12)	7641 (11)	8500 (12)	9437 (6)	10256 (12)	11292 (13)	12267 (12)
5564 (11)	6599 (12)	7661 (14)	8501 (14)	9445 (12)	10265 (12)	11293 (12)	12299 (13)
5571 (11)	6697 (14)	7696 (13)	8568 (14)	9452 (14)	10282 (13)	11301 (14)	12332 (14)
5598 (13)	6706 (12)	7697 (12)	8569 (12)	9472 (12)	10285 (12)	11308 (12)	12341 (14)
5727 (13)	6731 (6)	7711 (12)	8571 (10)	9516 (12)	10297 (12)	11309 (12)	12343 (14)
5731 (13)	6734 (8)	7760 (13)	8573 (12)	9540 (13)	10402 (14)	11349 (12)	12407 (13)
5784 (12)	6741 (12)	7769 (12)	8621 (12)	9570 (10)	10413 (13)	11397 (14)	12440 (12)
5807 (7)	6785 (14)	7786 (12)	8648 (13)	9614 (13)	10432 (13)	11408 (12)	12441 (12)
5859 (13)	6808 (14)	7808 (14)	8655 (11)	9626 (13)	10450 (1)	11420 (10)	12455 (12)
5875 (14)	6855 (14)	7827 (13)	8672 (10)	9643 (14)	10473 (13)	11431 (7)	12462 (13)
5882 (13)	6903 (14)	7836 (10)	8673 (13)	9662 (9)	10488 (12)	11432 (8)	12473 (10)
5894 (12)	6908 (12)	7837 (10)	8678 (9)	9663 (5)	10511 (12)	11452 (13)	12506 (11)
5954 (12)	6923 (12)	7877 (12)	8692 (12)	9672 (14)	10515 (13)	11465 (14)	12510 (14)
5961 (9)	6950 (12)	7896 (13)	8710 (12)	9697 (12)	10539 (14)	11473 (6)	12513 (13)
5979 (8)	6977 (10)	7919 (13)	8742 (13)	9710 (14)	10556 (12)	11474 (8)	12527 (13)
6027 (12)	6978 (14)	7938 (14)	8746 (13)	9727 (13)	10566 (12)	11543 (14)	12556 (11)
6034 (13)	6986 (13)	7948 (4)	8750 (13)	9732 (14)	10568 (12)	11549 (14)	12563 (13)
6076 (12)	7009 (12)	7949 (1)	8763 (12)	9769 (12)	10575 (14)	11552 (14)	12569 (12)
6115 (13)	7010 (14)	7971 (12)	8767 (12)	9770 (14)	10579 (1)	11569 (13)	12576 (13)
6127 (13)	7015 (12)	7990 (12)	8783 (14)	9782 (12)	10581 (12)	11598 (12)	12577 (12)
6167 (11)	7030 (13)	7998 (12)	8786 (12)	9788 (12)	10584 (13)	11616 (12)	12590 (12)
6177 (13)	7033 (12)	8003 (13)	8789 (13)	9790 (9)	10606 (12)	11628 (13)	12594 (13)
6196 (14)	7036 (8)	8022 (13)	8803 (12)	9799 (12)	10609 (10)	11632 (13)	12626 (11)
6204 (12)	7044 (12)	8032 (12)	8838 (13)	9838 (12)	10667 (13)	11635 (14)	12670 (8)
6218 (12)	7076 (13)	8033 (12)	8841 (13)	9858 (12)	10699 (5)	11636 (12)	12711 (12)
6226 (12)	7099 (12)	8038 (14)	8873 (13)	9861 (12)	10673 (14)	11673 (12)	12740 (12)
6227 (12)	7215 (14)	8057 (11)	8883 (11)	9863 (1)	10726 (14)	11694 (8)	12805 (10)
6231 (13)	7217 (10)	8072 (12)	8895 (14)	9865 (8)	10761 (12)	11747 (13)	12811 (8)
6313 (13)	7234 (6)	8074 (7)	8905 (12)	9880 (12)	10793 (13)	11750 (11)	12866 (14)
6319 (12)	7236 (10)	8130 (14)	8959 (12)	9881 (12)	10801 (12)	11785 (14)	12870 (13)
6320 (14)	7261 (14)	8131 (12)	8962 (13)	9937 (14)	10812 (13)	11796 (12)	12930 (11)
6349 (12)	7268 (12)	8143 (12)	9024 (12)	9963 (12)	10818 (13)	11833 (12)	12939 (12)
6367 (8)	7395 (12)	8146 (12)	9010 (12)	9976 (8)	10846 (12)	11882 (12)	12956 (13)
6425 (11)	7413 (13)	8161 (11)	9042 (12)	10015 (2)	10850 (11)	11887 (10)	12962 (12)
6451 (12)	7414 (10)	8171 (12)	9050 (12)	10025 (14)	10889 (12)	11917 (14)	12977 (12)
6467 (14)	7454 (12)	8186 (14)	9054 (14)	10017 (12)	10962 (13)	12028 (12)	12994 (14)
6476 (12)	7455 (13)	8195 (12)	9055 (14)	10018 (3)	10999 (12)	12037 (6)	13056 (7)
6482 (10)	7457 (4)	8199 (8)	9081 (12)	10023 (12)	11016 (14)	12079 (14)	13102 (13)
6483 (13)	7458 (11)	8252 (12)	9135 (14)	10122 (13)	11064 (13)	12114 (12)	13117 (12)
6488 (12)	7459 (12)	8257 (14)	9227 (5)	10126 (14)	11132 (13)	12149 (13)	13143 (11)
6504 (12)	7506 (13)	8272 (9)	9240 (12)	10130 (13)	11141 (13)	12156 (12)	13158 (12)
6510 (12)	7510 (14)	8284 (14)	9256 (9)	10158 (14)	11175 (13)	12204 (13)	13175 (13)
6511 (13)	7532 (10)	8294 (13)	9282 (14)	10163 (11)	11176 (12)	12213 (14)	13177 (12)
6518 (14)	7536 (13)	8303 (12)	9289 (14)	10166 (13)	11178 (11)	12217 (12)	13186 (12)
6519 (12)	7544 (12)	8369 (12)	9322 (12)	10183 (12)	11185 (14)	12219 (11)	13230 (12)
6529 (11)	7555 (14)	8450 (13)	9412 (10)	10184 (13)	11204 (10)	12220 (13)	13235 (14)
6533 (13)	7574 (12)	8467 (7)	9422 (12)	10191 (14)	11205 (8)	12248 (12)	13236 (12)

20878 (14)	21872 (14)	22930 (14)	23774 (11)	24470 (14)	25321 (12)	26198 (13)	26715 (12)
20890 (12)	21875 (13)	22935 (14)	23777 (13)	24493 (14)	25327 (14)	26212 (12)	26725 (12)
20910 (14)	21878 (14)	22975 (12)	23778 (13)	24500 (14)	25360 (12)	26221 (14)	26741 (14)
20936 (12)	21885 (12)	22976 (14)	23782 (12)	24513 (12)	25386 (14)	26251 (13)	26772 (14)
20950 (11)	21888 (14)	23010 (11)	23785 (12)	24542 (14)	25389 (12)	26287 (12)	26795 (14)
20986 (13)	21906 (13)	23060 (12)	23796 (14)	24555 (12)	25398 (12)	26309 (10)	26826 (12)
20987 (12)	21947 (14)	23077 (12)	23818 (12)	24590 (13)	25399 (7)	26317 (11)	26835 (12)
20990 (13)	21987 (12)	23078 (12)	23829 (14)	24621 (8)	25445 (10)	26361 (13)	26837 (12)
21030 (13)	21997 (12)	23084 (14)	23846 (12)	24622 (10)	25446 (13)	26364 (7)	26884 (14)
21067 (11)	22002 (14)	23088 (14)	23860 (2)	24623 (12)	25459 (13)	26370 (12)	26960 (12)
21073 (13)	22004 (12)	23098 (14)	23894 (13)	24624 (11)	25461 (11)	26374 (12)	26974 (12)
21085 (12)	22010 (14)	23110 (12)	23900 (13)	24659 (13)	25470 (12)	26376 (13)	26985 (13)
21105 (11)	22018 (12)	23112 (12)	23906 (10)	24662 (11)	25474 (9)	26381 (12)	27002 (12)
21109 (9)	22023 (12)	23113 (10)	23911 (11)	24686 (13)	25511 (12)	26384 (10)	27004 (12)
21114 (12)	22040 (14)	23184 (12)	23912 (14)	24687 (12)	25520 (13)	26396 (8)	27048 (14)
21122 (11)	22042 (12)	23203 (14)	23913 (12)	24712 (13)	25522 (9)	26398 (10)	27056 (13)
21128 (12)	22062 (14)	23231 (12)	23926 (12)	24720 (13)	25534 (14)	26410 (12)	27061 (12)
21153 (12)	22087 (14)	23232 (10)	23929 (12)	24722 (14)	25585 (10)	26413 (12)	27073 (12)
21154 (12)	22089 (13)	23285 (14)	23938 (13)	24747 (13)	25597 (12)	26423 (13)	27082 (12)
21170 (9)	22135 (13)	23301 (12)	23952 (12)	24776 (11)	25604 (13)	26426 (12)	27083 (12)
21173 (11)	22173 (13)	23304 (10)	23999 (13)	24805 (12)	25626 (14)	26427 (12)	27112 (12)
21232 (14)	22175 (12)	23334 (9)	24028 (12)	24830 (12)	25692 (12)	26433 (10)	27131 (14)
21247 (12)	22188 (12)	23336 (12)	24054 (11)	24831 (12)	25727 (12)	26445 (10)	27132 (12)
21248 (12)	22192 (13)	23337 (14)	24072 (12)	24841 (12)	25750 (12)	26458 (11)	27134 (12)
21366 (14)	22207 (14)	23360 (12)	24081 (12)	24887 (12)	25755 (14)	26459 (12)	27142 (14)
21380 (12)	22236 (12)	23389 (12)	24127 (14)	24948 (12)	25794 (12)	26465 (2)	27175 (14)
21381 (12)	22303 (13)	23392 (14)	24134 (13)	24949 (12)	25795 (10)	26466 (13)	27179 (12)
21383 (10)	22317 (12)	23405 (14)	24143 (13)	24956 (13)	25798 (12)	26469 (8)	27194 (12)
21404 (12)	22409 (12)	23416 (13)	24145 (12)	24968 (9)	25807 (9)	26470 (1)	27198 (10)
21444 (12)	22427 (14)	23420 (12)	24147 (8)	24978 (14)	25814 (14)	26471 (5)	27221 (13)
21494 (10)	22460 (12)	23423 (12)	24148 (13)	24988 (13)	25819 (12)	26472 (7)	27248 (13)
21516 (14)	22504 (12)	23433 (13)	24140 (13)	25027 (12)	25820 (14)	26476 (14)	27265 (8)
21522 (14)	22534 (11)	23438 (13)	24162 (12)	25030 (4)	25848 (13)	26479 (13)	27276 (14)
21537 (11)	22630 (14)	23462 (14)	24165 (12)	25031 (9)	25872 (13)	26519 (12)	27364 (14)
21547 (13)	22632 (12)	23487 (13)	24169 (12)	25046 (12)	25909 (12)	26523 (14)	27369 (12)
21576 (13)	22635 (11)	23497 (12)	24208 (14)	25092 (10)	25940 (13)	26527 (13)	27410 (13)
21600 (13)	22636 (12)	23508 (12)	24222 (13)	25124 (12)	25941 (14)	26535 (14)	27426 (12)
21606 (12)	22684 (12)	23526 (12)	24229 (13)	25125 (14)	25943 (11)	26537 (14)	27443 (12)
21613 (7)	22720 (13)	23536 (12)	24239 (14)	25132 (12)	25944 (14)	26551 (12)	27447 (12)
21619 (14)	22782 (12)	23578 (14)	24266 (12)	25154 (14)	26050 (13)	26572 (12)	27458 (13)
21634 (13)	22784 (11)	23623 (12)	24306 (12)	25170 (12)	26056 (12)	26581 (13)	27506 (13)
21658 (11)	22788 (14)	23624 (12)	24326 (12)	25187 (14)	26094 (12)	26625 (14)	27513 (13)
21681 (13)	22790 (9)	23631 (12)	24330 (12)	25199 (13)	26123 (12)	26630 (10)	27566 (12)
21709 (14)	22793 (2)	23696 (14)	24331 (12)	25227 (12)	26125 (13)	26651 (12)	27596 (14)
21797 (14)	22860 (14)	23735 (12)	24343 (13)	25230 (12)	26158 (13)	26679 (12)	27600 (13)
21815 (13)	22869 (10)	23746 (12)	24379 (12)	25237 (9)	26180 (12)	26691 (13)	27613 (12)
21816 (12)	22873 (13)	23760 (1)	24399 (13)	25265 (12)	26186 (13)	26698 (12)	27644 (12)
21863 (14)	22928 (12)	23769 (12)	24469 (12)	25305 (14)	26191 (13)	26713 (13)	27657 (12)

27706 (13)	28581 (12)	29338 (13)	30325 (11)	31368 (14)	32160 (13)	32909 (14)	33870 (13)
27713 (12)	28583 (12)	29350 (14)	30329 (12)	31371 (13)	32167 (10)	32917 (14)	33880 (13)
27753 (12)	28596 (13)	29356 (13)	30367 (9)	31395 (12)	32193 (14)	32951 (9)	33917 (14)
27827 (13)	28603 (12)	29358 (14)	30377 (12)	31423 (14)	32211 (10)	32958 (12)	33971 (13)
27829 (14)	28609 (10)	29393 (12)	30394 (12)	31431 (12)	32212 (10)	32984 (12)	33984 (8)
27831 (12)	28613 (5)	29396 (14)	30405 (13)	31443 (13)	32217 (12)	33055 (13)	34003 (12)
27848 (10)	28624 (12)	29438 (12)	30425 (12)	31448 (12)	32231 (14)	33066 (12)	34007 (5)
27850 (12)	28669 (12)	29473 (10)	30432 (12)	31449 (5)	32244 (12)	33067 (12)	34008 (12)
27873 (14)	28708 (12)	29511 (14)	30480 (14)	31464 (14)	32279 (12)	33158 (12)	34010 (13)
27874 (12)	28722 (12)	29513 (12)	30507 (12)	31521 (11)	32307 (12)	33168 (10)	34057 (12)
27898 (12)	28760 (13)	29523 (12)	30531 (12)	31533 (5)	32342 (12)	33186 (11)	34058 (13)
27910 (13)	28775 (6)	29535 (10)	30532 (13)	31548 (13)	32354 (13)	33233 (10)	34080 (8)
27923 (12)	28811 (14)	29544 (12)	30535 (12)	31556 (13)	32362 (14)	33235 (12)	34086 (12)
27945 (14)	28821 (14)	29599 (12)	30562 (14)	31585 (8)	32365 (12)	33279 (12)	34218 (13)
27962 (14)	28826 (9)	29621 (13)	30563 (12)	31609 (14)	32379 (14)	33308 (13)	34246 (14)
27979 (12)	28828 (12)	29690 (6)	30567 (12)	31615 (14)	32409 (13)	33311 (12)	34247 (14)
27998 (14)	28829 (13)	29699 (11)	30616 (12)	31631 (12)	32413 (13)	33342 (14)	34249 (1)
28033 (12)	28843 (13)	29703 (12)	30627 (12)	31642 (12)	32423 (12)	33363 (13)	34265 (7)
28044 (14)	28870 (12)	29708 (13)	30654 (7)	31648 (14)	32425 (13)	33369 (13)	34295 (12)
28067 (14)	28885 (8)	29757 (12)	30655 (14)	31671 (6)	32512 (7)	33372 (12)	34296 (14)
28105 (13)	28919 (14)	29762 (12)	30656 (14)	31675 (9)	32515 (12)	33418 (14)	34314 (14)
28152 (13)	28943 (12)	29783 (12)	30675 (13)	31685 (13)	32536 (12)	33453 (12)	34335 (12)
28165 (14)	28961 (12)	29791 (12)	30686 (14)	31696 (14)	32544 (12)	33466 (11)	34423 (12)
28166 (12)	28975 (12)	29822 (12)	30726 (14)	31711 (14)	32549 (13)	33484 (13)	34432 (12)
28195 (11)	28984 (10)	29834 (14)	30745 (13)	31734 (12)	32575 (10)	33498 (13)	34436 (13)
28255 (12)	29006 (12)	29837 (12)	30752 (13)	31750 (8)	32576 (10)	33504 (14)	34456 (12)
28264 (13)	29007 (10)	29873 (14)	30795 (14)	31753 (14)	32596 (14)	33506 (11)	34475 (14)
28289 (11)	29026 (14)	29875 (12)	30819 (13)	31776 (13)	32606 (13)	33517 (14)	34483 (12)
28291 (7)	29032 (14)	29890 (13)	30828 (12)	31803 (12)	32610 (8)	33532 (14)	34488 (13)
28305 (11)	29045 (14)	29909 (13)	30837 (11)	31805 (13)	32613 (13)	33533 (14)	34505 (14)
28308 (13)	29067 (11)	29910 (14)	30953 (12)	31819 (12)	32632 (13)	33534 (13)	34510 (14)
28325 (11)	29092 (12)	29942 (11)	30979 (12)	31833 (14)	32640 (11)	33543 (8)	34523 (12)
28335 (14)	29110 (12)	30059 (11)	30995 (13)	31836 (12)	32641 (13)	33556 (12)	34527 (14)
28406 (13)	29134 (12)	30083 (12)	31021 (13)	31865 (12)	32662 (10)	33560 (11)	34541 (13)
28410 (9)	29142 (12)	30089 (12)	31027 (11)	31872 (8)	32685 (12)	33562 (13)	34561 (14)
28415 (12)	29156 (14)	30118 (12)	31031 (11)	31879 (12)	32686 (11)	33568 (12)	34603 (12)
28439 (11)	29176 (14)	30185 (14)	31049 (11)	31887 (12)	32697 (8)	33571 (14)	34687 (13)
28445 (12)	29177 (14)	30196 (12)	31075 (12)	31889 (13)	32721 (12)	33582 (14)	34747 (14)
28461 (12)	29210 (12)	30227 (13)	31082 (13)	31992 (14)	32743 (13)	33606 (12)	34749 (11)
28470 (14)	29217 (14)	30233 (13)	31093 (12)	31997 (3)	32795 (12)	33621 (11)	34768 (11)
28476 (12)	29222 (13)	30237 (12)	31182 (14)	32014 (12)	32800 (13)	33634 (12)	34779 (12)
28508 (14)	29258 (12)	30256 (14)	31212 (14)	32021 (12)	32878 (12)	33691 (14)	34806 (13)
28523 (13)	29268 (14)	30257 (14)	31218 (13)	32031 (12)	32886 (13)	33739 (13)	34837 (13)
28524 (14)	29289 (12)	30261 (8)	31219 (12)	32056 (12)	32887 (7)	33740 (12)	34839 (13)
28533 (11)	29291 (11)	30277 (14)	31224 (12)	32088 (12)	32888 (8)	33755 (12)	34845 (12)
28534 (13)	29293 (12)	30297 (14)	31240 (14)	32095 (12)	32891 (13)	33782 (12)	34846 (12)
28560 (12)	29313 (12)	30308 (14)	31257 (13)	32103 (11)	32892 (14)	33831 (11)	34851 (14)
28566 (14)	29322 (11)	30324 (14)	31262 (12)	32108 (12)	32897 (12)	33839 (8)	34858 (14)

34889 (12)	34988 (12)	35361 (12)	35496 (14)	35608 (8)	35707 (12)	35754 (12)	35948 (13)
34899 (14)	34999 (12)	35365 (12)	35499 (12)	35614 (9)	35718 (13)	35770 (7)	35974 (14)
34908 (14)	35257 (12)	35393 (11)	35535 (10)	35615 (3)	35721 (12)	35772 (12)	—
34927 (12)	35289 (14)	35466 (12)	35536 (13)	35641 (12)	35736 (13)	35795 (13)	—
34967 (12)	35296 (12)	35474 (13)	35561 (12)	35665 (12)	35742 (12)	35799 (12)	—
34971 (13)	35320 (12)	35487 (13)	35562 (12)	35680 (12)	35744 (14)	35855 (12)	—
34985 (13)	35358 (14)	35491 (10)	35605 (14)	35681 (12)	35748 (12)	35903 (10)	—

Litt. C, de 1.000 fr.

4 (12)	855 (12)	1702 (12)	2442 (12)	3444 (14)	4322 (13)	5271 (14)	6007 (14)
20 (12)	856 (12)	1705 (12)	2484 (13)	3455 (13)	4357 (12)	5284 (14)	6035 (12)
103 (12)	859 (12)	1734 (14)	2486 (13)	3475 (12)	4373 (12)	5312 (14)	6048 (14)
156 (12)	902 (12)	1757 (12)	2492 (13)	3480 (12)	4374 (12)	5469 (10)	6055 (12)
170 (12)	937 (14)	1785 (12)	2521 (13)	3483 (12)	4431 (14)	5513 (13)	6091 (12)
182 (13)	942 (12)	1797 (14)	2536 (13)	3484 (12)	4435 (11)	5514 (13)	6092 (12)
191 (12)	987 (14)	1813 (12)	2537 (13)	3487 (12)	4447 (12)	5544 (14)	6108 (13)
201 (12)	990 (12)	1826 (13)	2538 (12)	3518 (14)	4448 (13)	5575 (14)	6112 (14)
209 (12)	992 (14)	1836 (7)	2540 (14)	3546 (14)	4463 (12)	5618 (13)	6129 (12)
211 (10)	1011 (12)	1840 (8)	2557 (13)	3585 (13)	4496 (14)	5638 (13)	6185 (12)
213 (13)	1017 (13)	1843 (14)	2558 (12)	3593 (13)	4655 (14)	5648 (12)	6186 (12)
215 (14)	1039 (14)	1873 (14)	2560 (12)	3603 (12)	4663 (14)	5653 (12)	6189 (13)
216 (13)	1050 (13)	1889 (14)	2622 (14)	3618 (12)	4704 (12)	5664 (12)	6200 (8)
352 (12)	1079 (14)	1892 (12)	2639 (12)	3633 (12)	4715 (13)	5671 (12)	6204 (7)
353 (12)	1107 (12)	1922 (12)	2653 (10)	3639 (12)	4717 (12)	5675 (13)	6247 (14)
355 (12)	1117 (4)	1925 (8)	2654 (7)	3644 (13)	4722 (12)	5732 (12)	6257 (7)
360 (12)	1120 (13)	1926 (10)	2656 (7)	3646 (14)	4723 (12)	5746 (14)	6258 (8)
389 (14)	1134 (10)	1930 (12)	2678 (14)	3702 (13)	4740 (12)	5747 (11)	6261 (7)
462 (14)	1185 (14)	1944 (13)	2903 (12)	3712 (13)	4759 (12)	5749 (12)	6262 (3)
485 (12)	1190 (14)	1958 (12)	2934 (12)	3725 (12)	4767 (12)	5752 (13)	6294 (10)
497 (13)	1191 (12)	1976 (14)	2996 (14)	3731 (12)	4769 (12)	5753 (13)	6312 (14)
525 (12)	1208 (12)	1983 (14)	3025 (8)	3774 (13)	4770 (12)	5758 (13)	6313 (12)
573 (12)	1213 (12)	1986 (13)	3087 (12)	3819 (14)	4795 (14)	5767 (12)	6318 (13)
598 (12)	1230 (13)	1999 (12)	3097 (12)	3856 (12)	4809 (12)	5769 (12)	6320 (12)
605 (14)	1243 (14)	2006 (14)	3130 (12)	3861 (11)	4814 (14)	5775 (12)	6330 (13)
627 (13)	1315 (12)	2117 (14)	3149 (13)	3872 (14)	4838 (12)	5794 (13)	6364 (12)
674 (14)	1372 (14)	2122 (12)	3150 (14)	3888 (12)	4860 (8)	5796 (11)	6383 (12)
689 (12)	1401 (14)	2185 (12)	3165 (11)	3922 (13)	4876 (12)	5806 (13)	6393 (12)
715 (14)	1442 (12)	2186 (12)	3166 (12)	3925 (12)	4922 (13)	5837 (12)	6396 (12)
718 (12)	1455 (13)	2193 (13)	3199 (14)	3956 (12)	4926 (11)	5843 (14)	6407 (11)
724 (12)	1462 (14)	2208 (11)	3208 (14)	4113 (14)	5025 (14)	5868 (12)	6411 (9)
747 (10)	1469 (12)	2289 (13)	3231 (14)	4114 (13)	5030 (14)	5890 (14)	6418 (13)
763 (13)	1494 (14)	2290 (8)	3260 (12)	4115 (12)	5057 (14)	5919 (13)	6422 (13)
765 (14)	1525 (13)	2311 (14)	3350 (12)	4130 (12)	5204 (14)	5927 (12)	6464 (11)
767 (12)	1535 (12)	2350 (14)	3378 (13)	4143 (12)	5207 (14)	5931 (12)	6466 (14)
771 (14)	1569 (12)	2353 (10)	3402 (13)	4148 (13)	5231 (14)	5933 (12)	6477 (12)
781 (13)	1575 (12)	2356 (11)	3407 (14)	4152 (13)	5236 (14)	5958 (11)	6500 (13)
782 (12)	1660 (14)	2359 (14)	3435 (14)	4203 (13)	5238 (14)	5959 (12)	6501 (14)
795 (7)	1677 (13)	2414 (7)	3439 (12)	4265 (12)	5265 (14)	5960 (13)	6508 (12)

6524 (13)	7813 (12)	8690 (12)	9528 (14)	10453 (12)	11278 (12)	12177 (14)	12921 (14)
6531 (14)	7827 (12)	8740 (13)	9627 (12)	10466 (14)	11279 (12)	12185 (12)	12974 (13)
6542 (12)	7828 (12)	8791 (13)	9628 (12)	10475 (14)	11281 (12)	12191 (12)	12993 (14)
6626 (12)	7836 (13)	8804 (13)	9635 (12)	10479 (12)	11302 (14)	12195 (12)	13000 (12)
6662 (9)	7871 (13)	8805 (13)	9637 (13)	10481 (13)	11320 (12)	12197 (12)	13008 (12)
6669 (12)	7884 (14)	8829 (12)	9651 (13)	10503 (13)	11346 (12)	12230 (12)	13011 (12)
6671 (12)	7886 (13)	8830 (12)	9652 (13)	10508 (14)	11368 (14)	12232 (12)	13058 (12)
6674 (12)	7888 (10)	8862 (10)	9671 (14)	10524 (13)	11377 (13)	12253 (13)	13074 (12)
6679 (13)	7891 (11)	8864 (12)	9688 (12)	10531 (13)	11379 (12)	12268 (13)	13075 (12)
6682 (12)	7896 (12)	8868 (12)	9731 (13)	10541 (12)	11385 (13)	12269 (12)	13079 (14)
6691 (12)	7903 (14)	8906 (14)	9737 (12)	10555 (12)	11387 (13)	12275 (11)	13159 (13)
6733 (12)	7904 (14)	8915 (12)	9753 (14)	10603 (8)	11410 (11)	12278 (12)	13164 (12)
6737 (12)	7905 (11)	8937 (7)	9788 (13)	10613 (11)	11411 (13)	12311 (14)	13212 (12)
6787 (12)	7924 (14)	8940 (8)	9790 (9)	10614 (12)	11413 (14)	12315 (10)	13217 (13)
6797 (11)	7927 (12)	8998 (14)	9794 (12)	10615 (14)	11430 (12)	12316 (14)	13220 (12)
6798 (14)	7989 (12)	9007 (14)	9842 (12)	10626 (11)	11452 (14)	12328 (14)	13222 (12)
6804 (13)	8002 (12)	9035 (13)	9865 (14)	10627 (14)	11462 (12)	12365 (14)	13226 (11)
6831 (13)	8041 (12)	9039 (12)	9875 (13)	10629 (13)	11465 (10)	12369 (12)	13227 (14)
6861 (12)	8048 (12)	9047 (13)	9891 (12)	10635 (12)	11567 (14)	12375 (12)	13245 (13)
6913 (14)	8049 (12)	9050 (9)	9943 (9)	10646 (10)	11636 (12)	12428 (8)	13286 (12)
6920 (13)	8079 (12)	9080 (12)	9974 (14)	10668 (12)	11645 (12)	12480 (14)	13304 (12)
6921 (8)	8106 (13)	9082 (12)	9981 (12)	10669 (13)	11686 (12)	12511 (11)	13313 (14)
6945 (14)	8107 (12)	9123 (14)	10004 (12)	10685 (14)	11715 (12)	12516 (14)	13323 (12)
6993 (14)	8160 (11)	9129 (12)	10020 (14)	10689 (14)	11727 (14)	12518 (13)	13348 (12)
7016 (5)	8191 (11)	9144 (12)	10059 (14)	10721 (10)	11736 (12)	12588 (14)	13353 (13)
7031 (12)	8199 (12)	9155 (12)	10074 (12)	10723 (10)	11743 (13)	12607 (9)	13372 (12)
7043 (14)	8225 (12)	9157 (12)	10075 (14)	10736 (12)	11750 (10)	12609 (8)	13382 (12)
7059 (12)	8226 (12)	9166 (14)	10099 (12)	10759 (13)	11753 (10)	12617 (7)	13391 (13)
7065 (14)	8254 (12)	9243 (13)	10186 (13)	10765 (12)	11762 (11)	12620 (11)	13445 (14)
7076 (12)	8257 (14)	9252 (13)	10190 (13)	10772 (14)	11763 (9)	12665 (13)	13461 (14)
7093 (12)	8274 (14)	9265 (14)	10205 (13)	10788 (13)	11768 (11)	12671 (13)	13462 (12)
7236 (12)	8276 (12)	9269 (13)	10206 (13)	10792 (12)	11769 (14)	12693 (12)	13471 (12)
7244 (8)	8338 (12)	9271 (10)	10249 (12)	10801 (14)	11774 (12)	12694 (12)	13500 (11)
7347 (14)	8348 (12)	9275 (14)	10259 (12)	10830 (12)	11805 (12)	12701 (11)	13517 (12)
7404 (14)	8402 (12)	9278 (12)	10262 (13)	10843 (13)	11825 (11)	12710 (12)	13537 (14)
7455 (14)	8443 (13)	9309 (12)	10268 (12)	10878 (14)	11829 (9)	12712 (12)	13544 (14)
7538 (14)	8484 (14)	9329 (13)	10269 (12)	10966 (12)	11847 (13)	12717 (12)	13554 (12)
7549 (14)	8494 (9)	9344 (14)	10313 (14)	11066 (12)	11854 (11)	12721 (10)	13636 (10)
7588 (14)	8497 (9)	9348 (12)	10324 (7)	11110 (13)	11858 (14)	12723 (13)	13662 (12)
7597 (14)	8508 (12)	9359 (12)	10343 (12)	11136 (13)	11859 (13)	12727 (12)	13667 (13)
7642 (14)	8517 (12)	9360 (13)	10370 (14)	11164 (13)	11924 (13)	12733 (13)	13706 (12)
7658 (14)	8523 (13)	9368 (11)	10386 (12)	11177 (12)	11936 (14)	12738 (13)	13707 (10)
7719 (14)	8570 (11)	9374 (13)	10387 (12)	11186 (13)	11955 (14)	12759 (12)	13714 (12)
7739 (14)	8574 (10)	9375 (10)	10397 (12)	11187 (13)	12028 (12)	12760 (12)	13800 (11)
7782 (14)	8581 (13)	9430 (13)	10401 (12)	11265 (12)	12031 (11)	12810 (11)	13823 (13)
7785 (14)	8600 (12)	9464 (13)	10424 (12)	11267 (12)	12085 (13)	12848 (14)	13831 (14)
7799 (13)	8629 (12)	9478 (10)	10425 (12)	11271 (8)	12098 (13)	12871 (11)	13848 (12)
7812 (13)	8643 (8)	9493 (8)	10440 (12)	11272 (12)	12119 (14)	12920 (13)	13857 (12)

13931 (12)	14167 (13)	14334 (10)	14710 (14)	15038 (14)	15310 (14)	15753 (13)	16289 (14)
13934 (13)	14169 (8)	14364 (13)	14727 (13)	15039 (14)	15316 (12)	15774 (13)	16290 (12)
13936 (12)	14180 (12)	14369 (14)	14782 (12)	15048 (14)	15352 (13)	15787 (12)	16291 (12)
13939 (13)	14196 (13)	14422 (14)	14786 (12)	15050 (14)	15357 (8)	15919 (12)	16294 (12)
13972 (13)	14217 (12)	14427 (12)	14874 (14)	15074 (13)	15405 (14)	15979 (14)	16358 (12)
13975 (11)	14251 (11)	14444 (14)	14887 (7)	15085 (14)	15506 (13)	16059 (14)	16363 (13)
13985 (12)	14252 (13)	14465 (12)	14889 (14)	15155 (14)	15526 (14)	16077 (14)	16379 (12)
14039 (14)	14275 (12)	14520 (12)	14903 (11)	15166 (12)	15535 (14)	16078 (13)	16417 (14)
14062 (12)	14276 (12)	14521 (12)	14905 (12)	15181 (12)	15552 (13)	16104 (12)	16440 (14)
14063 (12)	14279 (12)	14525 (13)	14906 (10)	15207 (14)	15596 (14)	16107 (12)	16447 (12)
14066 (14)	14300 (14)	14533 (8)	14908 (9)	15228 (12)	15630 (12)	16142 (13)	16451 (13)
14102 (12)	14325 (14)	14616 (12)	14910 (11)	15232 (13)	15648 (12)	16217 (11)	16463 (14)
14103 (9)	14326 (12)	14627 (12)	14936 (11)	15234 (12)	15659 (12)	16262 (12)	—
14104 (8)	14332 (10)	14631 (14)	14946 (5)	15283 (12)	15696 (12)	16280 (10)	—
14144 (12)	14333 (11)	14701 (13)	15008 (13)	15298 (12)	15734 (12)	16286 (6)	—

- (1) = 1^{er} tirage du 23 juillet 1923. — Coupon N° 45 du 1^{er} avril 1924 et ss. attachés.
(2) = 2^e tirage du 21 janvier 1924. — Coupon N° 46 du 1^{er} octobre 1924 et ss. attachés.
(3) = 3^e tirage du 18 juillet 1924. — Coupon N° 47 du 1^{er} avril 1925 et ss. attachés.
(4) = 4^e tirage du 27 janvier 1925. — Coupon N° 48 du 1^{er} octobre 1925 et ss. attachés.
(5) = 5^e tirage du 20 juillet 1925. — Coupon N° 49 du 1^{er} avril 1926 et ss. attachés.
(6) = 6^e tirage du 16 janvier 1926. — Coupon N° 50 du 1^{er} octobre 1926 et ss. attachés.
(7) = 7^e tirage du 24 juillet 1926. — Coupon N° 51 du 1^{er} avril 1927 et ss. attachés.
(8) = 8^e tirage du 24 janvier 1927. — Coupon N° 52 du 1^{er} octobre 1927 et ss. attachés.
(9) = 9^e tirage du 19 juillet 1927. — Coupon N° 53 du 1^{er} avril 1928 et ss. attachés.
(10) = 10^e tirage du 24 janvier 1928. — Coupon N° 54 du 1^{er} octobre 1928 et ss. attachés.
(11) = 11^e tirage du 19 juillet 1928. — Coupon N° 55 du 1^{er} avril 1929 et ss. attachés.
(12) = 12^e tirage du 21 janvier 1929. — Coupon N° 56 du 1^{er} octobre 1929 et ss. attachés.
(13) = 13^e tirage du 18 juillet 1929. — Coupon N° 57 du 1^{er} avril 1930 et ss. attachés.
(14) = 14^e tirage du 21 janvier 1930. — Coupon N° 58 du 1^{er} octobre 1930 et ss. attachés.

Luxembourg, le 25 juillet 1930.

Le Directeur général des finances,
P. Dupong.

Avis. — Règlements communaux. — En séance du 1^{er} mars 1930, le conseil communal de Walferdange a édicté un règlement sur la conduite d'eau municipale. — Le dit règlement a été dûment approuvé et publié. — 30 juillet 1930.

— En séance du 1^{er} juillet 1930, le conseil communal de Vianden a modifié le règlement sur les jeux et amusements publics à organiser dans cette commune. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 2 août 1930.

— En séance du 23 juin 1930, le conseil communal d'Ettelbruck a édicté un règlement sur la circulation dans cette ville. — Le dit règlement a été dûment approuvé et publié. — 11 août 1930.

— En séance du 10 janvier 1930, le conseil communal de Clemency a édicté un règlement sur le transport des morts. — Le dit règlement a été dûment approuvé et publié. — 11 août 1930.

— En séance du 6 juillet 1930, le conseil communal de Mecher a édicté un règlement sur la circulation. — Le dit règlement a été dûment publié.

— En séance du 26 février 1930, le conseil communal d'Ermsdorf a modifié le règlement sur la conduite d'eau de Stegen. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée.

Avis. — Bourses d'études.

Bekanntmachung. — Studienbörſen.

Les bourses d'études ci-après spécifiées sont
vacantes à partir du 1^{er} octobre 1930, savoir :

Folgende Studienbörſen ſind vom 1. Oktober 1930
ab fällig:

Fondations.	Collateurs.	Études à faire.	Ayants-droit.	Nombre des bourses vacantes.	Montant de chaque bourse.
<i>Aldringen.</i>	Le Directeur général du service afférent sur les propositions des directeurs des gymnases de Luxem- bourg, Diekirch, Echternach.	Etude des langues an- ciennes à un des gymnases du pays, avec continuation éven- tuelle au séminaire de Lu- xembourg.	Les parents et amis du fondateur.	3	300
<i>Augustin I.</i>	L'évêque de Luxembourg, le pré- sident du tribunal et le bourgmestre de Luxembourg.	1 ^o Etudes à faire à l'école normale ou à tout autre éta- blissement d'enseignement du Grand-Duché ou de l'étran- ger, en vue de l'apprentissage d'un métier ou de toute autre profession. 2 ^o Etudes à faire à l'Athé- née ou à tout autre établisse- ment d'enseignement moyen du Grand-Duché.	a) Les descendants des frères ou de la sœur du fondateur ; b) les des- cendants de la sœur utérine du fon- dateur. id.	1 2	210 350
<i>Clomes.</i>	Les trois plus anciens professeurs de langues anciennes à l'Athénée de Luxembourg.	Etudes à l'Athénée, soit au gymnase, soit à l'école industrielle.	Les descendants directs des trois sœurs du fondateur.	1	760
<i>Duchscher.</i>	Le chef des établissements Duch- scher et Cie et le président de l'auto- rité de surveillance de l'école d'arti- sans ; en cas de partage des voix, le membre du Gouvernement ayant dans ses attributions l'école d'arti- sans ou son délégué.	Continuation des études professionnelles par des élèves qui, leurs études à l'école d'ar- tisans terminées, désirent se perfectionner à l'étranger dans la pratique de leur métier.	1 ^o Les parents de feu M. André Duchscher qui ont fait leurs études à l'école d'artisans ; 2 ^o les fils méritants des ouvriers ou employés des établissements Duch- scher et Cie ; 3 ^o tous les jeunes Luxembourgeois, qui, ayant fait des études régulières à l'école d'artisans ont obtenu la note « avec distinction » à l'examen de fin d'études.	1	700
<i>Duren.</i>	Le directeur de l'Athénée de Lu- xembourg et les deux plus anciens descendants des frères et sœurs du fondateur.	Etudes à un établissement d'enseignement moyen ou supérieur du Grand-Duché ou de l'étranger.	Les descendants des frères et sœurs du fondateur, se distinguant par leur application et leur bonne conduite.	1	2190
<i>Fonds libres.</i>	Le Directeur général du service afférent, sur les propositions des directeurs des trois gymnases.	Etudes des langues an- ciennes à l'un des gymnases de Luxembourg, Diekirch ou Echternach.	Les étudiants pauvres, se distin- guant par leurs talents et leur con- duite.	3	160

<i>Graas.</i>	Le bourgmestre de Luxembourg ; le curé de Notre-Dame de Luxembourg ; les héritiers de M. Emile Wilhelmy, par rang d'ancienneté.	Etudes moyennes ou supérieures dans le Grand-Duché ou à l'étranger.	1 ^o Les descendants des collatéraux de Mme Henri Graas, née Catherine Elter, mère de la testatrice ; 2 ^o les descendants de M. Ernest Drussel, médecin à Echternach ; 3 ^o à leur défaut, un jeune homme sans fortune de Luxembourg, qui se destine à l'état ecclésiastique.	1	160
<i>Greiveldinger.</i>	Le bourgmestre de Remich, l'instituteur de l'école primaire supérieure de Remich et le directeur de l'école d'artisans.	Etudes à l'école d'artisans.	Jeunes gens de Remich, se distinguant par leur application et leur conduite.	1	450
<i>Hansen.</i>	Le Directeur général de l'enseignement primaire.	Etudes aux écoles normales d'instituteurs et d'institutrices.	Les descendants des frères et sœurs du fondateur et, à leur défaut, d'autres élèves des écoles normales.	2	210
<i>Heuschling.</i>	Le Directeur général du service afférent, sur les propositions du directeur, de l'aumônier et de l'administrateur des bourses d'études de l'Athénée.	Etudes à l'Athénée ou au séminaire clérical.	a) les membres de la famille ; b) les jeunes Luxembourgeois.	2	750
<i>Klein.</i>	L'évêque de Luxembourg.	Etudes à l'Athénée, au séminaire, à l'université.	Les descendants des père et mère du fondateur.	1	500
<i>Kleyr.</i> N ^o 1, 2, 3.	Les bourgmestre et premier échevin de la ville de Luxembourg.	Etudes gymnasiales, en théologie, universitaires.	N ^o 1 et 2. — Les descendants des frères et sœurs du fondateur. N ^o 3. — a) Les descendants des frères et sœurs du fondateur ; b) à leur défaut un étudiant pauvre et distingué de la paroisse de Bourglinster.	3	400
<i>Lamormenil.</i>	Le membre le plus âgé de la famille.	Etudes à un de nos gymnases et au séminaire.	Les descendants légitimes de la famille du fondateur, de religion catholique, aptes aux études.	2	500
<i>Lenger-Gengler.</i>	M. Alfred Lenger de Niederpallen.	Etudes à un des établissements d'enseignement moyen, à l'école normale, agricole ou d'artisans du Grand-Duché.	Les descendants des deux sexes des sœurs germaines et consanguines de la fondatrice.	2	600
<i>Maliet.</i>	Le bourgmestre de la commune de Beckerich.	Etudes à l'école d'artisans de l'Etat.	Elève originaire de la commune de Beckerich.	1	500
<i>Milius.</i>	La commission provinciale des bourses d'études du Brabant à Bruxelles, sur présentation du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.	Etudes en philosophie, en théologie et en droit.	Les parents du fondateur et les étudiants du Grand-Duché de Luxembourg.	2	915
<i>Neuman Sophie.</i>	L'évêque de Luxembourg, le curé-doyen de Clervaux et le curé de Troisvierges.	Etudes à un établissement du pays ou de l'étranger, y compris le séminaire et l'université.	a) les descendants de l'un et l'autre sexe des frère et sœurs de la fondatrice ; b) à leur défaut, un garçon pauvre de la paroisse de Troisvierges.	1	240

Noblet.	Le bourgmestre et le premier échevin de la ville de Luxembourg.	Etudes à l'Athénée de Luxembourg.	Les membres de la famille; un garçon capable de la maison des orphelins à Luxembourg.	1	360
Penninger.	Le Directeur général du service afférent, sur les propositions des directeurs des trois gymnases.	Etudes dans nos trois gymnases et au séminaire de Luxembourg.	Les parents du fondateur, à leur défaut les jeunes gens pauvres et méritant de la paroisse de Brandebourg ou des environs.	1	320
Peters.	Les directeurs du séminaire et du gymnase de Luxembourg.	Etudes à un gymnase, au séminaire, à une université ou à des écoles spéciales tant du pays que de l'étranger.	Les descendants des deux sexes des frères et sœurs du fondateur.	1	400
Philippart.	L'évêque de Luxembourg.	Etudes au séminaire de Luxembourg.	a) Les descendants des époux Hippert-Landtgen et des époux Graas-Weyrich de Dudelange; b) à leur défaut un jeune homme méritant de préférence de Dudelange.	1	1000
Putz l'Adlersturn.	Les deux parents les plus âgés du degré le plus rapproché du fondateur.	Etude des langues anciennes aux gymnases de Luxembourg, Diekirch ou Echternach, avec continuation éventuelle au séminaire.	Les descendants légitimes de la famille du fondateur, de religion catholique, aptes aux études.	1	300
Reiff.	Le Directeur général de l'instruction publique.	Etudes en général dans le pays et à l'étranger; apprentissage d'une profession.	Les parents du fondateur.	1	220
Reiners.	Un membre sans distinction de sexe, de chacune des trois branches actuellement existantes de la famille Reiners.	Etudes en général.	Jeune fille apparentée au fondateur.	1	1100
Reyler.	Le bourgmestre et le premier échevin de la ville de Luxembourg.	1 ^o Etudes universitaires; 2 ^o études à l'Athénée; 3 ^o études à l'Athénée.	Les membres de la famille. Les membres de la famille. Les enfants de la ville de Luxembourg méritant et peu fortunés.	1 3 1	500 200 100
Rassier.	Le Directeur général du service afférent, sur les propositions des directeurs du gymnase, de l'école industrielle et du lycée de jeunes filles de Luxembourg.	Etudes aux écoles moyennes ou à l'école d'artisans du pays.	a) Les descendants de M ^{me} Joséphine Majerus-Gebhard; b) les descendants de M. Nicolas Majerus-Krähwinkel.	1	400

Les prétendants à la jouissance de ces bourses sont invités à faire parvenir leur demande au département de l'instruction publique pour le 1^{er} octobre prochain au plus tard.

Les demandes indiqueront: 1^o le fondateur; 2^o les nom, prénoms et domicile des postulants; 3^o la qualité en laquelle ils sollicitent; 4^o les études qu'ils comptent faire et l'établissement d'instruction qu'ils fréquentent ou qu'ils se proposent de fréquenter.

Die Bewerber um den Genuß dieser Börßen sind gebeten, ihre Gesuche vor dem 1. Oktober künftighin an das Departement des öffentlichen Unterrichts einzusenden.

Die Gesuche müssen Angaben enthalten: 1. über den Namen des Stifters; 2. über Namen, Vornamen und Wohnsitz der Bewerber; 3. über die Eigenschaft in welcher sie auftreten; 4. über die Studien, denen sie sich widmen, sowie über die Unterrichtsanstalt, welche sie besuchen oder zu besuchen beabsichtigen.

Les requêtes seront accompagnées de toutes les pièces propres à établir, soit la parenté des pétitionnaires avec l'auteur de la fondation, soit les autres titres donnant droit à la jouissance des bourses. Les postulants à titre de parenté sont tenus de joindre aux pièces prouvant leur filiation un arbre généalogique de leur famille.

Les personnes qui désirent exercer le droit de collation des bourses *Graas, Lamormenil, Putz d'Adlersihurn et Reiners*, sont invitées à en faire la demande avant la fin de septembre prochain et à envoyer au département de l'instruction publique les pièces justificatives de leurs droits. — 12 août 1930.

Den Gesuchen müssen alle Belege beigelegt werden, die entweder die Verwandtschaft der Bewerber mit dem Stifter darthun, oder irgendwelchen Anspruch auf den Genuß der Börden begründen. Die auf Grund ihrer Verwandtschaft auftretenden Bewerber sollen den Belegstücken ihren Stammbaum beifügen.

Die Bewerber um das Verleihungsrecht der Börden *Graas, Lamormenil, Putz, d'Adlersihurn und Reiners* mögen vor Ende September ihr Gesuch nebst Belegstücken an das Unterrichtsdepartement einreichen. — 12. August 1930.

Agents d'assurances agréés pendant le mois de juillet 1930.

N° d'ordre	Nom et adresse	Agents	Cies d'assurances	Date
1	Weber Léon, garagiste à Ettelbruck.	Agent	La Luxembourgeoise.	8/7
2	Dondelinger Jean-Pierre, négociant à Rodenborn.	»	Le Foyer, Luxembourg.	»
3	Heiderscheid Nicolas, aide-facteur des postes en retraite à Saeul.	»	id.	»
4	Kleyer Jean, agriculteur à Geyershof.	»	La Fédérale (incendie) à Zurich. Le Patrimoine (accidents) à Paris. Le Patrimoine (vie) à Paris.	11/7
5	Dieudonné Pierre, employé à Esch-s.-Alz.	»	Compagnies belges d'assurances générales (incendie et vie).	21/7
6	Sand Edmond, hôtelier à Echternach.	»	Compagnie des « Propriétaires Réunis » (incendie).	»
7	Molling Louis, forgeron à Blascheid.	»	Compagnie d'assurances générales (vie).	»
8	Cresto Jean, fils, à Esch-s.-Alz.	»	Compagnie d'assurances « La Nationale Luxembourgeoise ».	»
9	Hoffmann Jean, employé à Uebersyren.	»	Compagnies belges d'assurances générales (incendie et vie).	24/7
10	Estgen J.-P., cafetier et crieur aux ventes à Wiltz.	»	Le Foyer, Luxembourg.	»
11	Guill Mathias, clerc de notaire à Grevenmacher.	»	Compagnies des « Propriétaires Réunis » (incendie) à Bruxelles.	28/7
12	Paulus Jean, coiffeur à Weimerskirch.	»	Compagnie d'assurances générales (vie) à Paris.	»
13	Waltzing J.-P., cultivateur à Useldange.	»	Compagnie de Bruxelles (incendie).	»
14	Josy Courtois-Theis, négociant à Differdange.	»	Le Foyer, Luxembourg.	30/7
		»	id.	»
		»	Compagnie des « Propriétaires Réunis » (incendie) à Bruxelles.	»
		»	Compagnie d'assurances générales (vie) à Paris.	»

Luxembourg, le 1^{er} août 1930.

Avis. — Justice. — Par arrêté grand-ducal du 13 août 1930, *M. Jean-Pierre Weiland*, attaché au parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé substitut du Procureur d'Etat à Diekirch. — 14 août 1930.

Avis. — Contributions et accises. — Par arrêté grand-ducal du 13 août 1930 *M. Norbert Bach*, receveur des contributions et accises à Clervaux, a été déplacé en la même qualité au bureau de Luxembourg-Eich. — 16 août 1930.

Avis. — Associations syndicales. — Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 16 au 30 août 1930, dans la commune de Wellenstein, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour la construction de sept chemins d'exploitation dans les vignes aux lieux dits : « Rechelter » « Roth Dreesch », « Koltersloch » etc., à Schwebsange.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Wellenstein, à partir du 16 août prochain.

M. J. Risch-Schumacher, membre de la Chambre d'agriculture à Schwebsange, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 30 août prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, dans la salle du comice local à Schwebsange. — 8 août 1930.

— Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 8 au 22 septembre 1930, dans la commune de Betzdorf, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour la construction d'un chemin d'exploitation, au lieu dit : « Werkspreit » à Mensdorf.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Betzdorf, à partir du 8 septembre prochain.

M. Mathias Lies, membre de la Chambre d'agriculture à Lellig, est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le 22 septembre prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, dans la salle du comice agricole à Mensdorf. — 8 août 1930.

Conventions internationales du Travail. — Il résulte de communications du Secrétaire général de la Société des Nations que l'Etat Libre d'Irlande a ratifié :

la Convention concernant l'indemnité de chômage en cas de perte par naufrage, adoptée par la Conférence internationale du Travail, à Gênes (15 juin-10 juillet 1920) ;

la Convention fixant l'âge minimum d'admission des jeunes gens au travail en qualité de soutiers ou chauffeurs, adoptée par la Conférence internationale du Travail, à Genève (25 octobre-19 novembre 1921) ;

la Convention concernant l'examen médical obligatoire des enfants et des jeunes gens employés à bord des bateaux, adoptée par la Conférence internationale du Travail, à Genève (25 octobre-19 novembre 1921) ;

la Convention concernant l'égalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux en matière de réparation des accidents du travail, adoptée par la Conférence internationale du Travail, à Genève (19 mai-10 juin 1925) ;

la Convention concernant la simplification des l'inspection des émigrants à bord des navires, adoptée par la Conférence internationale du Travail, à Genève (26 mai-5 juin 1926) ;

la Convention concernant le contrat d'engagement des marins, adoptée par la Conférence internationale du Travail, à Genève (7-24 juin 1926) ;

la Convention concernant le rapatriement de marins, adoptée par la Conférence internationale du Travail à Genève (7-24 juin 1926) ;

Les ratifications officielles de ces conventions ont été enregistrées par le Secrétariat de la Société des Nations le 5 juillet 1930. (V. *Mémorial* 1928 p. 293 ss). — 14 août 1930.

Caisse d'épargne. — *Déclaration de perte de livrets.* — Aux dates des 23 juillet et 5 août 1930, les livrets Nos 315582 et 296675 ont été déclarés perdus.

Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne et à faire valoir leurs droits.

Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux. — 5 août 1930.

Union internationale de Secours. — Il résulte d'une communication du Secrétaire général de la Société des Nations que la Pologne a fait déposer au Secrétariat de la Société des Nations, le 11 juillet 1930, l'instrument de ratification du Président de la République de Pologne, pour la Pologne et au nom de la Ville Libre de Dantzig, sur la Convention et Statuts établissant une Union internationale de Secours, signée à Genève, le 12 juillet 1927 (*Mémorial* 1929, p. 141 ss.). — 14 août 1930.

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Communes et sections intéressées.	Désignation de l'emprunt	Date de l'échéance	Numéros sortis au tirage:					Caisse chargée du remboursement
			100	200	300	400	500	
Steinfort (Kleinbettingen, Hagen et Steinfort).	32.000	1 ^{er} sept. 1930		18		20		Caisse communale.
Kehlen (Olm).	8.000	1 ^{er} oct. 1930.	21. 38.					id.
Kehlen (Kehlen).	60.000	id.	28. 39. 47. 48. 62.				16. 34.	id.
Kehlen (Keispelt-Meispelt).	60.000	id.	20. 29. 41. 70. 74.				25. 35.	id.
Kehlen (Nospelt).	60.000	id.	17. 38. 42. 44. 60.				34. 52.	id.
Septfontaines (Greisch)	35.000	id.	7. 45. 48. 57. 66. 123. 131. 149.					id.
Niederanven.	30.000	15. oct. 1930.		44	44			id.
Septfontaines.	8000	1 ^{er} nov. 1930.	19. 20. 73. 77.					id.
Luxembourg (ancienne commune d'Eich).	68.000	id.	39. 76.				8. 54. 104.	id.
Bascharage (Linger).	10.000	id.	3.	9				id.

Luxembourg, le 14 août 1930.

